

JUILLET 2017



# Systemes pastoraux dans le Dar Sila, Tchad : Un document d'information pour Concern Worldwide

UNE PUBLICATION DU FEINSTEIN INTERNATIONAL CENTER 

Saverio Krätli  
avec Pabamé Sougnabé, Francesco Staro et Helen Young

**Tufts**  
UNIVERSITY

FRIEDMAN SCHOOL OF  
NUTRITION SCIENCE AND POLICY

Feinstein  
International Center

**CONCERN**  
worldwide



Photo de couverture : Gwenaëlle Luc

Citation : Krätli, S., Sougnabé, P., Staro, F., Young, H.  
« Systèmes pastoraux dans le Dar Sila, Tchad : Un  
document d'information pour Concern Worldwide ».  
Boston : Feinstein International Center, Tufts University,  
2018.

Auteur correspondant : Saverio Krätli  
Courriel de l'auteur correspondant :  
saverio.kratli@gmail.com

Crédits photographiques : Gwenaëlle Luc, David  
Traynor et Francesco Staro

*Ce document a été financé par UK Aid du gouvernement  
britannique; toutefois, les opinions exprimées ici ne  
reflètent pas nécessairement les politiques officielles du  
gouvernement du Royaume-Uni.*

Copyright 2018 Tufts University, tous droits réservés.  
« Tufts University » est une marque commerciale  
déposée et ne saurait être reproduite en dehors de ces  
travaux sans la permission expresse de ses détenteurs.

**Feinstein International Center, Friedman School of  
Nutrition Science and Policy  
Tufts University**

114 Curtis Street  
Somerville, MA 02144 USA  
Tél.: +1 617.627.3423  
Twitter: @FeinsteinIntCen  
fic.tufts.edu



# Table des Matières

<b>Résumé exécutif</b>	<b>6</b>
<b>Introduction</b>	<b>10</b>
<b>1<sup>ère</sup> partie. Connaissances : faits saillants stratégiques</b>	<b>12</b>
1.1 L'ancienne et la nouvelle conception du développement pastoral	12
1.2 Le legs du développement pastoral au Tchad	17
1.3 Les systèmes pastoraux dans l'est du Tchad	19
1.4 Le négoce et la commercialisation du bétail	23
1.5 Interconnectivité, spécialisation et intégration	24
1.6 Synthèse des contraintes	29
<b>2<sup>e</sup> partie. Contexte politique et institutionnel</b>	<b>32</b>
2.1 Faits marquants dans le contexte international	32
2.2 Le contexte national au Tchad	33
2.2.1 Politiques générales	34
2.2.2 Cadre juridique	35
2.2.3 Cadre institutionnel	36
<b>3<sup>e</sup> partie. Conclusions et recommandations</b>	<b>38</b>
3.1 Dans le Dar Sila	39
3.2 Au niveau national	40
<b>Références</b>	<b>42</b>
<b>Annexes</b>	<b>48</b>

# Sigles et acronymes

- ADRB** Association pour le Développement Régional du Batha
- AFD** Agence Française de Développement
- AMECET** Association de Médiation entre Cultivateurs et Éleveurs au Tchad
- BRACED** Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters  
(Renforcer la résilience et l'adaptation aux phénomènes extrêmes et catastrophes climatiques)
- BRICS** Building Resilience in Chad and Sudan (Renforcement de la résilience au Tchad et au Soudan)
- CAHW** Community Animal Health Worker (Auxiliaire d'élevage communautaire)
- CNCPRT** Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad
- CONFENET** Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad
- CONFIFET** Confédération Interprofessionnelle de la Filière Élevage au Tchad
- CONORET** Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad
- FAO** Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FCFA** Franc CFA ouest-africain
- FEWS NET** Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
- HCR** Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- IIED** Institut international pour l'environnement et le développement
- INGO** International non-governmental organization
- INSEED** Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
- IRAM** Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement
- MAG** Malnutrition aiguë globale
- ODI** Overseas Development Institute
- ONGI** Organisation non gouvernementale internationale
- PAFIB** Projet d'Appui à la Filière Bovine
- PAM** Programme Alimentaire Mondial
- PASTOR** Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral
- PDIP** Personne déplacée à l'intérieur de son pays
- PIB** Produit intérieur brut
- PNDE** Plan National de Développement de l'Élevage
- PRAPS** Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
- RBM** Réseau Billital Maroobe
- RCA** République centrafricaine
- RCMA** Programme de Résilience communautaire à la malnutrition aiguë
- SISAAP** Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte Précoce au Tchad
- SNCCBT** Syndicat National des Commerçants et Convoyeurs de Bétail du Tchad
- SNECBBT** Syndicat National des Éleveurs, Commerçants et Bergers de Bétail du Tchad
- UA** Union africaine
- UICN** Union internationale pour la conservation de la nature

# Résumé exécutif

Cette étude est une contribution à la compréhension de la dynamique pastorale-agricole dans le Dar Sila, en relation avec son environnement naturel, social et économique. L'étude était initialement destinée à informer et soutenir l'intégration du renforcement de la résilience du pastoralisme dans le cadre du travail de Concern Worldwide dans la région. Cette étude s'adresse également à un éventail de publics, y compris les personnes en quête d'une revue actualisée et éclairée sur le pastoralisme dans le contexte de l'est du Tchad. Par ailleurs, les personnes s'intéressant au contexte politique et institutionnel dans son ensemble, mais aussi à la manière de s'engager efficacement dans des processus de développement du pastoralisme, pourraient en bénéficier. Enfin cette étude pourrait être utile aux personnes s'intéressant aux moyens de renforcer la résilience dans des contextes tels que le Sahel.

Dans les zones arides, les intrants environnementaux pour la production alimentaire sont très variables, aussi bien dans le temps que dans l'espace. Les nutriments utilisables par le bétail deviennent disponibles dans des concentrations de courte durée. Cette distribution inégale et largement imprévisible des intrants environnementaux se produit à diverses échelles, allant des différences macroscopiques entre les saisons et les zones écologiques, aux micro-différences entre les plantes et les parties de plantes. La distribution des intrants est aussi inégale dans le temps, pendant les cycles végétaux (les nutriments sont d'abord accumulés par la plante puis utilisés), et entre le jour et la nuit (les nutriments sont accumulés par photosynthèse au cours de la journée).

D'une part, durant la plus grande partie de son histoire, le développement en zone sahéenne est parti du principe que la variabilité environnementale est une perturbation pour la production alimentaire. Ainsi, les efforts du développement se sont-ils essentiellement concentrés sur la réduction de la variabilité et le « retour » aux conditions de stabilité et d'uniformité qui, du point de vue des climats tempérés, semblent être la norme. D'autre part,

l'adaptation spécifique des systèmes pastoraux consiste, même aujourd'hui, à tirer profit de la distribution variable des intrants environnementaux. En interfaçant la variabilité environnementale avec une variabilité intégrée dans les processus de production (par exemple « en suivant les pluies »), les éleveurs peuvent créer des conditions de stabilité *relativement à l'expérience de leurs troupeaux*, réduisant ainsi la variabilité des extrants sans devoir réduire la variabilité des intrants.

Pendant la période coloniale et bien après l'indépendance (1920-1990), l'État tchadien et ses partenaires techniques et financiers ont conjugué des programmes de développement à des politiques de sédentarisation, notamment à travers des interventions de développement hydraulique. Depuis les années 1990, cette approche a été analysée comme un problème et accompagnée d'une perspective alternative, fondée sur la reconnaissance du pastoralisme comme un système de subsistance et de production, bien adapté, écologiquement durable et économiquement viable. Cette perspective a souligné l'importance que revêt le soutien de la mobilité pastorale en tant qu'élément clé de la productivité et de la résilience de ces systèmes. L'incertitude des revenus pétroliers au cours des dernières années contribue également à accorder une nouvelle attention au potentiel des systèmes pastoraux. Néanmoins, pour l'heure, le développement de normes d'intervention cohérentes par rapport aux nouveaux principes adaptés au contexte pastoral, en est encore à ses balbutiements, ralenti et compliqué par l'héritage de problèmes et de divisions engendrés par les interventions antérieures.

Tout au long du Sahel, des formes nuancées et variables d'intégration des systèmes pastoraux-agricoles ont été démembrées par les différentes administrations dans les catégories rigidement distinctes de « pasteurs » (ou « nomades ») et « agriculteurs » (ou « sédentaires »). L'introduction du concept d'« agro-pastoralisme » à la fin des années 70 aurait pu permettre de s'éloigner

de cette tradition et de s'orienter finalement vers une représentation plus systémique des relations entre la conduite des troupeaux et la culture des champs, comme étant circulaires et totalement indissociables, constitutifs d'un ordre d'agrégation plus haut (un système de systèmes). Malheureusement, on est resté prisonnier de la tradition réductionniste, et la nouvelle catégorie « agro-pastoralisme » a été simplement utilisée pour ajouter un troisième système sur le même plan que les « pasteurs » et les « agriculteurs ».

En ce qui concerne le pastoralisme, on comprend mieux le Dar Sila lorsqu'on l'observe comme une pièce cruciale dans le puzzle beaucoup plus grand du complexe du Tchad oriental, un système de systèmes s'étendant sur quelque 800 km à travers différentes zones écologiques. Ce complexe s'est développé comme une forme intermittente d'intégration pastorale-agricole entre des groupes spécialisés dans l'élevage et des groupes spécialisés dans l'agriculture. Les uns et les autres ont établi des contrats de coopération concernant l'organisation du travail agricole, l'élevage et l'échange de services, en particulier pour le transport des céréales. Des conventions collectives entre les propriétaires de troupeaux et les propriétaires des cultures ont également réglementé les échanges de fumier et de résidus de récolte. Ce complexe pastoral-agricole comprend la ramification dans d'autres stratégies de subsistance à court et long terme, allant du commerce du bétail et du business en milieu urbain, à l'argent envoyé par les membres de la famille qui ont émigré à l'étranger.

Fonctionnant avec une notion de « variabilité » comprise comme un « problème », et confronté au défi impossible d'éliminer la variabilité des intrants environnementaux, le développement pastoral s'est généralement focalisé sur la réduction de la variabilité au niveau des processus de production, en commençant par la mobilité, mais aussi la gestion de la propriété foncière ainsi que la gestion des pâturages, la reproduction du bétail, et des modèles d'intégration culture-élevage. Cela a déclenché de fortes montées au niveau de la variabilité des extrants (notamment une vulnérabilité accrue à la sécheresse), en renforçant la compréhension de la variabilité en tant que problème, et donc appelant

à redoubler d'efforts pour introduire la stabilité et l'uniformité. À quelques exceptions près, la reproduction de ce cercle vicieux s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Cet héritage, reflété dans les mécanismes d'évaluation pour la production de données publiques, continue de contribuer à l'exclusion et à l'invisibilité des éleveurs pour des raisons techniques (« exclusion technique »).

Les résultats de cette approche, intentionnelle ou non, ont déclenché des processus de division sociale, de perte de spécialisation et de concurrence accrue pour les mêmes ressources. De nombreux éleveurs se sont installés dans le Dar Sila de manière permanente, et ont commencé aussi à cultiver des champs, tandis que les agriculteurs gardent maintenant un nombre important de têtes de bétail. Quand l'analyse se limite à l'échelle des ménages, ces processus peuvent sembler une diversification économique ; cependant, considérés à l'échelle du complexe pastoral-agricole du Tchad Oriental, il ressort qu'ils constituent plutôt une perte de diversité et une régression vers l'uniformité.

Alors que jusqu'ici la guerre déclarée à la variabilité par le développement pastoral n'a pas encore réussi à éliminer la mobilité des pasteurs, elle a perturbé et souvent bouleversé ses schémas bien rodés, forçant les producteurs à sortir de l'incertitude opérationnelle qui leur était familière, vers des processus par tâtonnement, plus coûteux et souvent plus risqués. Par ailleurs, le changement climatique vient ajouter une couche de complication. Aujourd'hui, les migrations ont tendance à se faire sur de plus longues distances mais dans un laps de temps plus court, avec une période plus longue passée dans les zones de saison sèche. L'arrivée dans le Dar Sila se fait globalement plus tôt et le départ vers le nord s'avère tardif. Il y a également de plus en plus de propriétaires absents et d'éleveurs salariés, opérant d'une manière qui échappe souvent au contrôle des mécanismes coutumiers et du système juridique formel.

La vulnérabilité au sein des systèmes pastoraux n'exclut pas la création de valeur économique. En effet, les systèmes pastoraux au Tchad gèrent un capital bétail dont la valeur est estimée à environ 1.000 milliards de FCFA (1,8 milliard de dollars

US), et qui a généré en 2002 une valeur annuelle proche de 140 milliards de FCFA (240 millions de dollars). Directement ou indirectement, ces systèmes pastoraux constituent donc une ressource importante pour 40 % de la population rurale dans le pays (environ 3,5 millions de personnes). En 2010, les systèmes pastoraux représentaient 80 % du secteur de l'élevage, soit environ 15 % du PIB national mais, dans son ensemble, le secteur ne recevait que 1 % du budget de l'État. Les systèmes pastoraux sont probablement les principaux fournisseurs d'animaux aux marchés urbains et d'exportation, mais ils sont peu « visibles » dans les données publiques, avec 44 % des exportations de bovins et 80 % des boucheries nationales qui restent non saisies ou omises par les mécanismes de suivi actuels. Les sept marchés du bétail du Dar Sila sont tous proches des itinéraires de migration pastorale et sensibles aux fluctuations des flux de troupeaux le long de ces routes.

Il est donc souhaitable de reconstruire la résilience dans ce contexte. Cependant, cela nécessiterait une approche fondamentalement nouvelle, basée sur la compréhension de la variabilité non plus comme un problème mais comme une *composante* de la résilience. Dans le Dar Sila, dans le cadre du complexe du Tchad oriental, une dimension cruciale de la variabilité au niveau des processus opérationnels, est la connectivité sociale et économique entre les différents systèmes de production, dont le principal moteur demeure la mobilité pastorale.

Afin de respecter le principe de *non-nuisance*, le développement pastoral devra apprendre à reconnaître la variabilité fonctionnelle que les éleveurs intègrent dans leurs processus de production, à partir de la mobilité, et s'abstenir d'y faire barrage. Au-delà, les interventions de développement pourraient soutenir la variabilité des processus dans les systèmes pastoraux à différents niveaux : i. en levant les obstacles existants pour ce qui concerne la variabilité processuelle plus familière aux éleveurs (plusieurs de ces obstacles relèvent de l'héritage du développement lui-même et de la manière dont les différentes sections des

sociétés pastorales se sont adaptées et s'adaptent aux conditions changeantes, y compris les nouvelles opportunités plus ou moins durables) ; ii. en aidant les producteurs à remplacer les formes d'adaptation non soutenables dans leur organisation sociale, leurs stratégies de production et leurs relations avec d'autres systèmes de production ; iii. en facilitant la relation à double sens avec la recherche scientifique et l'innovation technologique, pour ouvrir de nouvelles perspectives d'intégration de la variabilité dans les processus de production des systèmes pastoraux et, plus généralement, du complexe pastoral-agricole au Tchad oriental.

## Recommandations pour le travail avec les éleveurs dans le Dar Sila

1. Renforcer les capacités institutionnelles de manière à leur permettre de travailler avec les systèmes pastoraux. Promouvoir en particulier un cadre multi-acteurs avec d'autres organisations et bailleurs de fonds, afin de dispenser une formation aux autorités administratives, coutumières ainsi qu'aux forces de l'ordre, mais également aux organisations pastorales, en mettant l'accent sur l'analyse et la médiation des conflits ainsi que sur la consolidation de la paix après les conflits.
2. Développer ou promouvoir le développement d'infrastructures stratégiques afin de soutenir la mobilité pastorale. En particulier : i. des points d'eau dans la « forêt sèche » (nord du Dar Sila) ; ii. une solution au problème de la traversée des fleuves saisonniers (Bahr-Azum, Batha et Doué) ; iii. des mécanismes de communication avec les communautés sédentaires, pour la coordination *en chemin* des migrations saisonnières pastorales ; iv. promouvoir des forums de dialogue social entre les producteurs dans les systèmes pastoraux, et entre pasteurs et autorités locales.
4. Mettre l'accent sur l'innovation et l'adaptation. En particulier : i. adapter le modèle CAHW<sup>1</sup> aux besoins en services de santé animale au niveau

<sup>1</sup>Community animal health worker = auxiliaire d'élevage (communautaire).



de l'unité de migration ; ii. assurer la continuité du service aux ménages se déplaçant entre les zones desservies par différents centres de santé ; iii. assurer une meilleure adaptation au milieu pastoral des procédures de vaccination contre la poliomyélite ; iv. explorer des moyens pour assurer la visibilité administrative des pasteurs et la reconnaissance de leur mise en valeur foncière, sans besoin d'en compromettre la mobilité et donc la productivité.

nécessité de soutenir les systèmes pastoraux et de sécuriser la mobilité stratégique pastorale (pouvoirs publics et collectivités locales).

À l'issue de la finalisation de cette étude en avril 2017, Concern Chad l'a utilisée pour développer de nouvelles activités, axées sur la prévention et la gestion des conflits (voir l'Annexe 1).

## Recommandations pour le travail avec les éleveurs au niveau national

---

1. Contribuer à promouvoir le dialogue entre les éleveurs et l'État, y compris ses partenaires techniques et financiers : une condition nécessaire si l'on veut finalement amorcer le « rééquilibrage » de la politique et des environnements juridiques, afin de corriger l'héritage de l'antagonisme et de l'exclusion technique.
2. Appuyer la Plateforme pastorale (en tant que forum de pilotage multipartite et multisectoriel), et mettre en œuvre de manière effective et efficiente le Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE).
3. Renforcer le rôle des organisations pastorales dans le processus en cours de développement du secteur de l'élevage. En particulier, renforcer la capacité : i. d'impliquer les membres au niveau du terrain dans l'élaboration de la vision et dans le plaidoyer ; ii. d'assurer leur représentativité ; iii. de fournir un ensemble de services à leurs membres ; et iv. de promouvoir des systèmes de financement autonomes.
4. S'engager dans le plaidoyer aux différents niveaux de gouvernance, respectivement pour i. rendre opérationnels tous les services décentralisés dans le Dar Sila (Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales – MDPPA) ; ii. remplacer la Loi sur le nomadisme de 1959 (gouvernement national) ; et iii. prendre en compte, dans l'ensemble des politiques de développement, la

# Introduction

Au début du programme de Résilience communautaire à la malnutrition aiguë (RCMA) de Concern Worldwide en 2012, il était généralement admis qu'il n'existait que peu ou pas d'information ni d'analyse sur le grand nombre de pasteurs et d'agropasteurs (tant sédentaires que nomades) dans la région du Kimiti et du Sila (Harvey 2012 ; Pain 2012) et que, si certains d'entre eux semblaient tirer leur épingle du jeu, globalement ils constituaient un « groupe nettement défavorisé » (Harvey 2012).

Par « pastoralisme », le gouvernement tchadien entend des systèmes d'élevage extensif fondés sur la mobilité, spécialisés pour tirer parti de la variabilité temporelle et spatiale des ressources (République du Tchad 2008)<sup>2</sup>. D'après la phase d'élaboration de proposition du projet de Renforcement de la résilience au Tchad et au Soudan (Building Resilience in Chad and Sudan – BRICS)<sup>3</sup>, un examen de la politique nationale au Tchad a identifié des obstacles majeurs de nature politique, structurelle et institutionnelle qu'il faut influencer ou modifier pour engendrer une plus grande résilience dans les vies des participants au BRICS, y compris les pasteurs (Gubbels 2014).

Comme le changement climatique soulève des défis pour l'agriculture en zone aride, le pastoralisme devient de plus en plus pertinent comme système de subsistance au Sahel. Concern et le Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy à la Tufts University reconnaissent que le travail de proximité et l'inclusion des pasteurs dans le cadre de

BRICS constituent une démarche essentielle pour accroître la résilience des moyens de subsistance dans la région, tant pour les pasteurs que pour les agriculteurs sédentaires. Un accent explicite sur l'importance économique des systèmes pastoraux et les conditions qui favorisent leur résilience dans les zones arides constitue un aspect important de ce processus.

Cette étude entend contribuer à l'appréciation de la dynamique du pastoralisme et de l'agriculture dans le Dar Sila par rapport à son environnement naturel, social et économique, en vue d'informer et de soutenir l'intégration du renforcement de la résilience du pastoralisme dans le cadre du programme BRICS de Concern Worldwide dans la région du Sila, en vertu des orientations du Gestionnaire de connaissances du programme Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters (BRACED – Renforcer la résilience et l'adaptation aux phénomènes extrêmes et catastrophes climatiques) concernant les quatre domaines de changement<sup>4</sup>. Cette étude est directement pertinente pour plusieurs publics : ceux qui cherchent un examen à jour et éclairé du pastoralisme dans le contexte du Tchad oriental ; ceux qui s'intéressent au contexte politique et institutionnel plus large et à la manière de s'engager efficacement dans des processus de développement du pastoralisme. Enfin, cette étude pourrait être utile aux personnes qui s'intéressent à des méthodes pour renforcer la résilience dans des environnements comme le Sahel. La méthodologie adoptée ici représente une fusion d'approches de recherches plus participatives

<sup>2</sup> « La mobilité qui permet de valoriser la dispersion spatiale et les variations temporelles des ressources pastorales... Le système d'élevage pastoral au Tchad est de type extensif, valorisant les ressources dispersées et inégalement réparties dans l'espace et dans le temps... La mobilité qui est à la base de ces systèmes permet de tirer le meilleur parti des conditions de pâtures et de disponibilités en eau, variables selon la région et la saison » (République du Tchad 2008: 20, 38, 44).

<sup>3</sup> BRICS est un consortium sous l'égide du programme BRACED de UK Aid. Concern est le principal partenaire de ce consortium constitué de Concern Tchad et Concern Soudan qui travaillent en partenariat avec Al Massar Charity Organization for Nomads' Development and Environmental Conservation, l'ICRAF (Centre mondial d'agroforesterie) ainsi que le Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy à la Tufts University. Le programme RCMA a été incorporé dans le BRICS en 2015.

<sup>4</sup> Les quatre domaines de changement sont : 1. changements dans les connaissances et les comportements par rapport au renforcement de la résilience afin de consolider les politiques et les pratiques ; 2. changements dans les capacités et les compétences des autorités nationales et locales, de la société civile et du secteur privé pour gérer les risques des phénomènes extrêmes et catastrophes liés au climat ; 3. changements dans la qualité des partenariats pour exécuter les interventions ; 4. changements dans les processus de prise de décisions.

avec les motivations et les engagements des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) en matière de renforcement de la résilience. Elle se détourne du modèle classique qui fait appel à des consultants à court terme pour privilégier un partenariat à long terme avec une université ou une ONGI, au sein duquel le cahier des charges et les équipes sont élaborés conjointement et dont les travaux sont le fruit des efforts collectifs déployés par les membres nationaux et internationaux de l'équipe au fil des mois.

Ce rapport est structuré en trois parties. La première est une vue d'ensemble stratégique des connaissances concernant le développement pastoral et les systèmes pastoraux dans l'est du Tchad (avec un accent particulier sur le Dar Sila). La deuxième présente le contexte politique et institutionnel pertinent, une fois encore au niveau international, au Tchad et dans le Dar Sila. Sur la base de ces informations, la troisième partie formule une série de recommandations.

## Méthodologie

---

1. Nous avons commencé par un examen stratégique de la littérature sur les systèmes pastoraux pertinents pour les zones d'intervention dans la région du Sila. Nous nous sommes penchés sur les systèmes pastoraux dans l'est du Tchad en mettant l'accent sur la résilience et la vulnérabilité aux extrêmes climatiques et au stress engendré par les conflits, leur interconnectivité et leur intégration dans les modes de subsistance de la région ainsi que leur contribution économique aux moyens d'existence de la région et à l'ensemble de l'économie tchadienne.
2. Nous avons organisé des réunions de consultation (en décembre 2016 et en février 2017) avec les autorités gouvernementales et coutumières à des niveaux compétents, avec les services techniques sectoriels, les organisations d'éleveurs et de pasteurs ainsi que les pasteurs et les agriculteurs du Sila, afin de comprendre le regard qu'ils portent sur les tendances récentes qui exercent un impact sur le pastoralisme, les

lacunes ou les enjeux pressants qui subsistent par rapport à la mise en œuvre des politiques récentes et la façon dont le programme Concern pourrait éventuellement renforcer la résilience des systèmes pastoraux.

3. Nous avons rencontré du personnel clé de Concern Worldwide et de ses partenaires à N'Djaména et Goz Beida (en décembre 2016 et février 2017), afin de comprendre les activités, les capacités et l'intérêt de Concern envers le développement pastoral.

# 1<sup>ère</sup> Partie. Connaissances : Faits saillants stratégiques

## 1.1 L'ancienne et la nouvelle conception du développement pastoral

Des pluies éparses, inégales dans le temps et l'espace, font des zones arides un environnement extrêmement variable. La durée du cycle végétatif d'une région donnée de pâturages et de terres agricoles peut uniquement être déterminée ex-post. Les nutriments exploitables par le bétail deviennent disponibles dans des concentrations difficiles à prévoir. Au fil de l'histoire, l'approche classique en matière de développement des zones arides a été de traiter cette variabilité comme une perturbation et comme synonyme de risque. Dès le départ, cette approche défendait une perspective fondée sur des climats tempérés, où la distribution des ressources est relativement stable et uniforme dans le temps et l'espace. Les solutions au développement pastoral<sup>5</sup> découlant d'une telle perspective se sont efforcées d'arriver à plus de contrôle en évitant ou en éliminant la variabilité et en introduisant plus d'uniformité et de stabilité : régulation de la mobilité et sédentarisation, stockage contrôlé, rotation des pâturages, remplacement de la souplesse du régime foncier par un droit de propriété exclusif, remplacement de la biodiversité dans les troupeaux autochtones par l'introduction de races exotiques standardisées, etc.

Les personnes qui travaillent en étroite collaboration avec les pasteurs ont fait entendre leur mécontentement face à cette approche depuis les années 1960 et parfois plus tôt encore. Mais il a fallu attendre le milieu des années 1990 pour que la communauté scientifique remette en cause officiellement les hypothèses qui sous-

tendaient l'approche adoptée, comme donnant une représentation fondamentalement inappropriée des zones arides et des systèmes pastoraux.

Dans la théorie du développement pastoral/des zones arides, ce défi a donné lieu à une véritable volte-face, essentiellement axée sur la notion de variabilité : de facteur de perturbation externe, elle a été comprise comme un élément intrinsèque et indissociable des zones arides et des systèmes pastoraux. Il existe plusieurs aperçus de cette conception fondamentalement nouvelle ; cette brève section fournit quelques points de référence pour donner une orientation de base sur les principales caractéristiques du pastoralisme des zones arides et sur la façon dont il faut le comprendre et le soutenir<sup>6</sup>.

*Le « pastoralisme des zones arides » se distingue des systèmes d'élevage conçus dans les climats tempérés.*

Dans les zones arides, les nutriments exploitables par le bétail deviennent disponibles dans des concentrations éphémères dans le temps et dans l'espace, y compris :

- Pendant la saison des pluies ;
- Dans les zones qui produisent des pâturages dans une année donnée (une zone qui connaît une bonne saison des pluies et une autre qui connaît une année de sécheresse peuvent n'être éloignées que de quelques kilomètres) ;
- Au moment précis du cycle végétatif d'une plante où les nutriments accumulés pour la reproduction n'ont pas encore été utilisés ;
- Dans le cas du Sahel, la différence de qualité entre la région nord plus sèche (brèves périodes de pâturages très nutritifs) et la région sud plus humide (plus de biomasse toute l'année, mais une concentration moindre de nutriments).

<sup>5</sup> Sauf indication contraire, par « développement pastoral », on entend l'historique des interventions de développement rural portant sur les populations et/ou le bétail dans les systèmes pastoraux (cf. Salih 1991).

<sup>6</sup> Parmi celles qui sont les plus abordables, on peut citer : IIED et SOS Sahel (2009) ; Krätli et al. (2013, 8-16) ; Krätli (2015).

Les différences dans la distribution sont également importantes à une moindre échelle ; ainsi par exemple, la concentration des nutriments est supérieure la nuit (car les plantes accumulent les nutriments par photosynthèse durant la journée) ou plus élevée en fonction des différences entre les espèces, les spécimens individuels voire même les parties d'une plante sur une même parcelle.

L'adaptation spécifique des systèmes pastoraux consiste à tirer parti de cette distribution variable (voir l'Encadré 1) ; cela se fait par *une gestion des itinéraires de parcours à différentes échelles, de façon à ce que les bêtes puissent profiter de nutriments plus riches qu'elles ne le feraient sur le même parcours sans la contribution de l'éleveur*. Différents groupes de pasteurs se spécialisent dans des jeux d'échelles différents. Parmi les techniques spécifiques, on peut citer le suivi des concentrations de nutriments dans les parcours ; l'exposition du bétail, par la gestion des itinéraires de parcours, à une expérience du pâturage qui préserve son appétit ; et des bêtes reproductrices capables de faire une bonne utilisation de ces occasions, même à micro-échelle, lorsque les éleveurs ne peuvent pas intervenir directement. La mobilité du troupeau introduit la variabilité dans l'accès aux parcours (c.-à-d. qu'elle permet des changements dans les conditions macroécologiques par rapport à l'expérience du troupeau). La gestion des itinéraires journaliers du bétail au pâturage introduit un élément de variabilité dans son expérience des parcours lorsqu'il s'alimente. En conservant plusieurs espèces (p. ex, des chameaux, des chèvres et des moutons) et en encourageant la diversité au sein de chaque espèce, on introduit une variabilité des habitudes et des compétences alimentaires au sein du troupeau (c.-à-d. une variété de schémas d'alimentation). De cette façon, on peut tirer parti de conditions extérieures variables. Ainsi par exemple, au sein de la même espèce de chameaux, les pasteurs favorisent la reproduction des sous-types qui donnent le plus de lait durant la saison humide mais sont « fragiles » lorsqu'ils sont

confrontés aux conditions extrêmes de la saison sèche ; dans le même temps, ils favorisent aussi des sous-types qui ne donnent pas beaucoup de lait durant la saison des pluies mais peuvent produire du lait même en cas de sécheresse<sup>7</sup>. Résumée en une simple formule, cette logique a été décrite comme *l'adaptation des éleveurs à la variabilité de l'environnement en introduisant de la variabilité dans le système de production* (Krätli 2015). Il s'ensuit que toute forme de développement pastoral résolument décidée à respecter le principe de « non-nuisance » a besoin de reconnaître la variabilité fonctionnelle intégrée dans les systèmes pastoraux et doit s'abstenir de la réduire.

*La productivité du bétail pastoral dépend plus de sa sélectivité au pâturage que d'une ingestion maximale de biomasse.*

La productivité du bétail est déterminée par la relation entre les intrants et les produits. L'utilisation de la « biomasse » en guise de variable indicative des « nutriments » (intrants) a été source de confusion dans des contextes comme les zones arides, où les nutriments ne sont pas distribués uniformément dans la biomasse (c.-à-d. qu'une large proportion de biomasse fourragère peut ne présenter qu'une utilité minimale, voire aucune, pour les animaux). Dans ces circonstances, l'ingestion de nutriments n'est pas la même chose que l'ingestion de biomasse fourragère. Les ruminants ne peuvent pas compenser un régime alimentaire pauvre en mangeant plus ; bien au contraire, ils perdent l'appétit et finissent par s'arrêter de s'alimenter. Là où les nutriments sont distribués sur le parcours d'une manière irrégulière, la route pour optimiser la nutrition animale passe par *une optimisation de la sélectivité de l'alimentation* (c.-à-d. choisir les nutriments tirés de la biomasse). Dans ces circonstances, le fait de choisir les meilleurs morceaux, c'est-à-dire de réduire l'ingestion de biomasse sur un endroit donné, revient à maximiser l'ingestion qui compte – l'ingestion de nutriments. Lorsque cette stratégie peut être appliquée, la productivité d'un troupeau

<sup>7</sup> Les études portant sur la reproduction des bêtes dans les systèmes pastoraux sont rares. Cet exemple concernant les chameaux a été documenté par Brigitte Kaufmann pour les éleveurs Rendille dans le nord du Kenya. Le type de chameaux qui produit, en valeur absolue, la plus grosse quantité de lait par séance de traite au cours de la saison humide, s'appelle « les faibles » (*Dabakh*). Cela tient au fait que de bons résultats dépendent de la disponibilité de fourrage vert. Durant la saison sèche, l'état corporel de ce type de chameaux se détériore vite, ce qui affecte la production de lait, parfois au point de priver le petit du lait maternel. À l'opposé, les Rendille sélectionnent aussi un type de chameaux qui a une production de lait plus faible durant la saison humide mais qui est capable de conserver un bon état corporel et de nourrir convenablement son petit durant la saison sèche. Ce type de bêtes s'appelle « les forts » (*Godan*) (Kaufmann 2007).

## Encadré 1. Qu'est-ce que le « pastoralisme » ?

La première politique de développement pour les terres arides et semi-arides du Kenya fait la distinction entre le pastoralisme comme identité culturelle — ce qui peut ou non impliquer l'élevage — et le pastoralisme comme activité économique — ce qui fait référence à une logique de production distincte et à une manière d'exploiter l'environnement mais qui ne se limite pas nécessairement aux groupes qui s'identifient culturellement avec le pastoralisme.

En tant qu'activité économique, le pastoralisme est un système fondé sur l'élevage qui tire parti de la variabilité caractéristique des pâturages « où les ressources clés comme les nutriments et l'eau pour le bétail deviennent disponibles dans des concentrations éphémères et essentiellement imprévisibles. » (notre traduction) [“where key resources such as nutrients and water for

livestock become available in short-lived and largely unpredictable concentrations.”] D'autres attributs distinctifs de la spécialisation pastorale se retrouvent dans « l'interaction des populations, des animaux et de l'environnement, notamment la mobilité stratégique du bétail et son alimentation sélective » (notre traduction) [“the interaction of people, animals and the environment, particularly strategic mobility of livestock and selective feeding”] et dans « le développement de systèmes 'souples' de gestion des ressources, en particulier des institutions de gestion foncière collectives et des droits non exclusifs sur les ressources en eau. » (notre traduction) [“the development of flexible resource management systems, particularly communal land management institutions and non-exclusive entitlements to water resources.”] (République du Kenya 2012, glossaire).

augmente non pas en consommant le plus d'herbe possible (comme le supposait l'argumentation de « la tragédie des communs » dans les années 1960), mais en *sélectionnant* aussi bien que possible le fourrage le plus nourrissant, et donc en laissant beaucoup de végétation intacte. Par conséquent, plus les troupeaux sont gérés selon la stratégie pastorale qui consiste à optimiser la productivité, plus le système pastoral s'éloigne du risque de surpâturage (Breman et De Wit 1983 ; Behnke et Scoones 1993 ; Krätli et Schareika 2010). C'est cette adaptation particulière qui confère au pastoralisme son propre avantage. Lorsqu'elle ne se produit pas dans la pratique, c'est généralement parce qu'il y a des obstacles et les systèmes pastoraux en souffrent.

*Les pasteurs peuvent « faire durer la saison des pluies » grâce à la mobilité.*

Un objectif décisif de la mobilité du troupeau dans les systèmes pastoraux consiste à améliorer la nutrition animale dans un contexte où les nutriments pour le bétail sont disponibles à des concentrations éphémères. Comme ces concentrations sont distribuées dans le temps, il est possible de les utiliser les unes après les autres, en suivant leur

ordre d'apparition. Quand la mobilité stratégique est couronnée de succès, elle permet aux troupeaux nomades de se nourrir tout au long de l'année avec des fourrages au pic de leur valeur nutritionnelle pendant une durée supérieure à la période de ce pic à tout endroit où se rendent les bêtes dans le cadre de leur migration. Ce processus a été décrit comme permettant de « faire durer la saison des pluies » (Schareika *et al.* 2000). C'est une leçon importante des systèmes pastoraux à une époque où le changement climatique banalise le niveau élevé de variabilité même en dehors des zones arides.

*La vulnérabilité de nos jours, héritage d'un développement mal conçu.*

Les politiques et pratiques de développement qui préconisent des interventions fondées sur des solutions extérieures aux problèmes locaux négligent le fait que le contexte « local » ou « traditionnel » du pastoralisme a été exposé aux interventions de développement depuis des générations, principalement avec des « solutions » qui reposent sur des hypothèses erronées (d'où l'appel à inverser le sens de déplacement à partir du milieu des années 1990).

Toute analyse de la vulnérabilité et de la résilience des systèmes pastoraux aujourd'hui ne devrait pas perdre de vue la bonne assimilation de cet héritage. Comme les nouveaux phénomènes associés aux changements climatiques aggravent ce legs, les complications s'accumulent et finissent par se manifester sous forme de vulnérabilité à la sécheresse : « le point » où convergent toujours tous les problèmes dans les zones arides. Toutefois, ce serait une erreur terrible de la part de ceux qui se préoccupent du changement climatique, que de supposer que les causes de la vulnérabilité et les processus qui fragilisent la résilience des systèmes pastoraux sont nouveaux et d'origine écologique. Cela reviendrait à retomber dans l'ancien piège du développement pastoral et à confondre le symptôme avec la cause (Baker 1975).

*Les pasteurs sont souvent invisibles aux yeux de l'administration et ils sont donc exclus des services, des ressources et des droits juridiques.*

En théorie, les prémisses sous-jacentes qui ont animé le développement pastoral pendant la majeure partie de son histoire sont désormais remises en cause et révisées. Pourtant, dans la pratique, elles persistent, intégrées dans les processus opérationnels de développement et d'administration, dans les définitions et les classifications toutes faites, dans les indicateurs et les échelles d'observation classiques et dans les méthodes de représentation et d'évaluations statistiques. Ce legs d'inadéquation et d'attention mal placée contribue souvent à l'exclusion et l'invisibilité des éleveurs pour des raisons techniques (« exclusion technique », Krätli *et al.* 2015). Le fait d'offrir des services de base, une aide humanitaire ou une visibilité administrative uniquement à travers des processus qui supposent que tout le monde vit dans des villages ou des villes constitue un exemple. D'autres exemples sont l'invisibilité des systèmes pastoraux dans les données publiques malgré leur importance économique ; le besoin d'une mise en

valeur permanente et visible des terres comme gage de développement foncier ; et l'accent des interventions de développement à une échelle qui est le plus souvent trop petite pour apprécier entièrement le rôle et les implications des systèmes pastoraux<sup>8</sup>.

*Passer de « l'aversion au risque » à la « gestion du risque ».*

Lorsque la variabilité est présentée comme une perturbation, la gestion du risque est synonyme d'aversion au risque. Le développement des zones arides s'est axé sur l'aversion au risque, et la plupart des modèles de résilience d'aujourd'hui supposent que la route pour augmenter la résilience passe par une réduction du risque (Levine et Mosel 2014). L'aversion au risque, toutefois, ne constitue pas un cadre adéquat pour expliquer le comportement des pasteurs, car la variabilité est un élément constitutif du système et la mobilité implique une prise de risques (Roe *et al.* 1998 ; Krätli 2016). Il est plus approprié de considérer le pastoralisme comme une forme particulière de gestion du risque *au sein d'une stratégie plus large de prise de risques*. Cela permet aussi de faire une distinction entre la représentation des stratégies pastorales comme fondamentalement réactives et centrées sur l'aversion au risque (donc sur une trajectoire conservatrice, de limitation des dégâts), ou au contraire comme des preneurs de risques proactifs et stratégiques (sur une trajectoire d'adaptation réelle et de création de valeur). L'aversion au risque, généralisée et impulsée par une notion de variabilité comme problème à éliminer par l'introduction de contrôle et de stabilité, peut brider la gestion du risque en milieu pastoral au lieu de la favoriser<sup>9</sup>. Pour rappeler les formules évoquées plus haut, l'adaptation propre à la production de denrées alimentaires dans les zones arides était d'associer la variabilité de l'environnement à la variabilité intégrée dans les processus de production. Comme la variabilité de l'environnement est généralement difficile et coûteuse à éliminer, les efforts d'aversion au risque dans le domaine du développement en

<sup>8</sup> Généralement, l'invisibilité des pasteurs dans les mécanismes d'évaluation et les statistiques officielles est l'une des raisons pour lesquelles leur contribution aux économies nationales est généralement sous-évaluée. Ainsi par exemple, la mobilité fait souvent l'objet d'une « taxe » (à chaque fois qu'une frontière, interne ou externe, est traversée), mais ces taxes sont le plus souvent officieuses. Les anciens contrats de fumure, en vertu desquels le troupeau se nourrit des résidus de récolte en contrepartie de l'engraisement des champs, ont été remplacés par des transactions commerciales modernes, inspirées par les valeurs de la globalisation du libre marché. Mais si les résidus de récolte sont maintenant vendus en guise de marchandises, on n'a généralement pas étendu la même logique à l'engraisement simultané des champs.

<sup>9</sup> Pour en savoir plus à ce sujet, voir Krätli *et al.* (2015).

milieu pastoral se sont historiquement axés sur la réduction de la variabilité dans les systèmes de production (p. ex. en éliminant la mobilité).

*Il faut « lire » le conflit dans son contexte historique et social.*

Une confusion sur l'origine des problèmes affecte souvent l'interprétation du conflit, de sorte que les circonstances immédiates d'un incident sont prises pour son explication ; par exemple, un animal endommage un champ, ou un agriculteur fait un champ sur un couloir de migration. Dans ce cas, il est plus utile de voir le conflit comme une relation (la façon dont les gens se positionnent les uns par rapport aux autres) que de le voir comme un événement (l'incident et ses circonstances immédiates). Cette approche amène à se poser des questions sur la nature et l'évolution d'un conflit, plutôt que sur sa présence ou son absence. Pourquoi arrive-t-il que la relation précipite la violence alors que, la plupart du temps, les mêmes incidents trouvent des solutions pacifiques ? Comment la relation peut-elle être aiguillée vers ses formes non violentes ? Comment peut-on aider les gens à se repositionner les uns par rapport aux autres *normalement* de manière à ce que le conflit soit moins susceptible de dégénérer en violence ?

*La résilience des pasteurs réside dans leur capacité de transformation pour gérer la variabilité.*

Les dispositifs mécaniques peuvent revenir à l'état qui précède une perturbation (*bounce back*) mais, dans la vie, il n'y a pas de réversibilité. Au mieux, on apprend et on continue. La résilience dans un système pastoral a été décrite comme « l'aptitude, pour un système, à maintenir sa structure et à assurer sa continuité, non pas en préservant un équilibre immuable ou en revenant au même état qu'avant la perturbation, mais au contraire *en intégrant des transformations en évoluant* » (Huguenin 2005). Les éleveurs s'adaptent à la variabilité de

l'environnement en introduisant de la variabilité dans d'autres dimensions du système pastoral. Gérer la variabilité des zones arides et l'exploiter à des fins économiques, c'est ce que les systèmes pastoraux savent faire — quelque chose qu'ils ont en commun avec l'agriculture adaptée aux zones arides (Krätli 2015). La liberté de ces systèmes adaptatifs de mettre en pratique leur spécialisation est aussi leur résilience.

*La modernisation des systèmes pastoraux n'a pas encore été tentée.*

L'un des premiers objectifs des administrateurs coloniaux dans le Sahel était la modernisation ou la « rationalisation » du secteur de l'élevage. La vision coloniale de la variabilité comme une perturbation, et de l'élevage autochtone comme un système primitif faisant partie du même « désordre », limitait beaucoup les options de ces anciens administrateurs. En principe, on aurait pu utiliser les connaissances scientifiques et les technologies modernes pour étudier et améliorer les systèmes autochtones, *déjà* bien adaptés et bien connus par les producteurs dans les zones arides. Au lieu de cela, dès le début, les plans de rationalisation/modernisation des systèmes pastoraux ont essayé de les remplacer avec un modèle familier aux administrateurs, ce qui supposait la stabilité et l'uniformité des climats tempérés dont ils avaient l'expérience<sup>10</sup>. On paie encore le prix de cette erreur initiale d'appréciation. Les programmes de modernisation ont encore bien du mal à voir que moderniser un système, de conception ancienne mais bien adapté, n'équivaut

<sup>10</sup> Ainsi par exemple, les techniciens de l'époque coloniale qui essayaient d'augmenter la productivité de l'élevage au Niger avaient bien vite réalisé qu'il était plus prometteur d'investir dans la nutrition des bêtes que dans la sélection des races dans des conditions variables : « La production laitière étant en zone tropicale sahélienne et soudanaise très nettement influencée par les conditions climatiques, il apparaît que l'utilisation de certains tests de descendance est impossible... car la comparaison de moyennes d'un faible nombre de lactations ne peut donner aucun résultat précis ; les conditions climatiques variant beaucoup d'une année à l'autre... l'amélioration de la productivité du bétail par des moyens génétiques risque pendant longtemps d'être négligeable par rapport aux bénéfices que l'on pourrait obtenir d'une rationalisation de l'alimentation » (Pagot 1952, 188-190). C'était de fait la logique suivie aussi par les éleveurs : investir dans la mobilité et dans la sélectivité pour optimiser l'alimentation du bétail. Incapables d'apprécier la valeur de l'élevage autochtone, les techniciens essayèrent de produire du fourrage amélioré, le plus souvent sans succès.



pas à le remplacer par un système plus nouveau transféré d'un contexte différent (comme si l'on tentait de « moderniser » un canoë en le remplaçant par un 4x4).

## 1.2 Le legs du développement pastoral au Tchad

### *Période coloniale (1920-1960).*

Globalement, les politiques de cette période présentaient la mobilité pastorale comme un obstacle à l'administration et comme une pratique rétrograde qui entravait la rationalisation du système d'élevage et de l'utilisation des parcours. Des programmes de développement ont été conçus autour du principe selon lequel, avant tout, il fallait sédentariser les pasteurs.

Les pasteurs se déplaçaient au fil des saisons sur un axe sud-nord en suivant le verdissement des pâturages, mais ils passaient la saison sèche, et donc la majeure partie de l'année, dans les régions méridionales comme le Dar Sila. Au travers de l'institution de terroir d'attache, ces groupes pastoraux ont été « construits » par l'administration comme « appartenant » aux zones du nord du pays où ils passaient la saison des pluies. Les projets d'hydraulique dans ces régions du nord avaient pour objectif primaire de transformer leur utilisation de saisonnière en permanente. L'introduction de points d'eau à accès libre (publics) a favorisé des établissements humains, mais aussi des pratiques de gestion foncière non durables aussi bien dans le nord que dans le sud (p. ex., des concentrations

permanentes de bétail, la rupture des contrats de fumure) et elle a fragilisé les institutions coutumières qui étaient jusque-là chargées de réguler l'accès aux ressources en eau et aux pâturages (Barraud *et al.* 2001 ; Aubague et Grimaud 2011). Par conséquent, les efforts déployés en vue de sédentariser les groupes pastoraux ont en fait provoqué une profonde déstabilisation à l'échelle de systèmes économiques complexes d'élevage et d'agriculture comme celui du Tchad oriental<sup>11</sup>.

### *Après l'indépendance.*

Les dix premières années qui ont suivi l'indépendance ont été une période de réforme importante du régime foncier, notamment avec la loi No. 24/PR/67 du 22 juillet 1967. Cette loi faisait une distinction marquée entre une population d'exploitants agricoles représentée par des individus productifs et dotés de terres et les pasteurs nomades représentés comme des gens sans terres et non productifs (Marty 1999). Au regard de la loi, les territoires pastoraux étaient présentés comme des « terres vacantes et sans maître » et déclarés comme étant des zones de libre accès ; la mise en valeur était associée à l'établissement et à l'agriculture. Les terres ne présentant pas de trace d'occupation permanente ou de travail agricole devenaient la propriété de l'État. Il était possible de s'accaparer les terres de pâturage sans consulter les groupes de pasteurs qui en dépendaient pour leurs moyens d'existence. Surtout, dans les régions plus agricoles où les pasteurs passaient la saison sèche, le parti pris du régime foncier en faveur de l'établissement et de l'agriculture réduisait l'espace accessible aux

<sup>11</sup> Il a longtemps été observé dans l'écologie et le développement pastoral que les efforts déployés pour introduire une dose d'uniformité et de stabilité dans des systèmes structurellement variables engendrent des perturbations accrues et une diminution de la résilience : « Comparison of the dynamics of various savannah and other natural systems leads to a conclusion that the resilience of the systems decreases as their stability (usually induced) increases » [La comparaison de la dynamique de divers milieux de savanes et autres systèmes naturels pousse à conclure que la résilience des systèmes diminue à mesure que leur stabilité (le plus souvent induite) augmente] (notre traduction) (Walker *et al.* 1981, 473) ; « Herd management must aim at responding to alternate periods of high and low productivity, with an emphasis on exploiting environmental heterogeneity rather than attempting to manipulate the environment to maximise stability and uniformity » [La gestion du troupeau doit viser à répondre à des périodes alternées de productivité élevée puis faible, en mettant l'accent sur l'exploitation de l'hétérogénéité de l'environnement, au lieu de tenter de manipuler l'environnement pour maximiser la stabilité et l'uniformité] (notre traduction) (Behnke et Scoones 1993, 14-15). Dans un registre un peu différent, l'étude d'infrastructures critiques mais structurellement instables, comme les réseaux électriques ou les systèmes de soins de santé, ont débouché sur la description d'un paradoxe similaire pour la prise de décisions une fois confrontées à la variabilité : « The more mess there is, the more reliability decisionmakers want; but the more reliable we try to be, the more mess is produced. The more decisionmakers try to design their way out of a policy mess, the messier the actual policy implementation gets; but the messier the operations are at the micro level, the more decisionmakers feel solutions are needed at the macro level. » [Plus il y a de désordre, plus les décideurs cherchent la fiabilité ; mais plus nous essayons d'être fiables, et plus nous produisons du désordre. Plus les décideurs tentent de s'extirper de ce désordre politique, plus la mise en œuvre effective devient désordonnée ; mais plus les opérations sont désordonnées au niveau micro, plus les décideurs ont l'impression que des solutions sont requises au niveau macro.] (notre traduction) (Roe 2013, 7).

pasteurs et les forçait à se sédentariser pour garantir leur accès.

À partir des années 1970, les interventions se sont concentrées sur la santé animale, avec notamment des campagnes de vaccination et la formation de para-vétérinaires (Guibert et al. 2014). Les politiques de développement de l'élevage encourageaient les opérations « modernes » sur le modèle des ranches américains. Le développement des ressources en eau pour l'élevage pastoral s'est poursuivi selon les lignes fixées à l'époque coloniale.

### *Redécouverte de la mobilité.*

Suite à la sécheresse de 1984 et après les problèmes écologiques déclenchés par l'utilisation tout au long de l'année des pâturages du nord, beaucoup de pasteurs sont revenus à la stratégie de migrations sur de longue distance (Aubague et Grimaud 2011). À la fin des années 1980, nombre de ceux qui s'étaient sédentarisés ou s'étaient adaptés à des formes locales de mobilité « circulaire » dans le nord ou dans le Dar Sila ont repris leur transhumance « pour lutter contre leur paupérisation dramatique » (Aubague et Grimaud 2011, 169). Conscients de cette situation et des erreurs du passé, les grands projets financés par l'Agence Française de Développement (AFD) à partir du milieu des années 1990, ont introduit une nouvelle orientation dans le développement de l'hydraulique pastorale, en se détournant de l'objectif de sédentarisation et de l'approche sectorielle, centrée sur le ratio points d'eau/habitants, pour se concentrer finalement sur l'intégration de la fourniture d'eau au sein des systèmes pastoraux et afin d'appuyer la mobilité (Krätli et al. 2013)<sup>12</sup>. L'approvisionnement en eau englobait des mesures pour promouvoir le consensus social et la gestion coutumière des installations, ainsi que la protection des portions particulièrement menacées le long des couloirs migratoires connus. Cette nouvelle orientation était soutenue par une

assistance techniques aux principales institutions gouvernementales, aux associations de pasteurs et à un certain nombre d'initiatives de haut niveau visant à promouvoir une meilleure appréciation des systèmes pastoraux : un séminaire national sur le conflit agriculteurs-éleveurs (1999) ; la proposition d'un cadre de réglementation des systèmes pastoraux (2002), qui a débouché sur le Code pastoral (approuvé par le Parlement en 2014 mais bloqué aussitôt après par le gouvernement) ; un accord conjoint entre le ministère de l'Élevage et les associations d'éleveurs (2002) ; et une série de conférences sur le développement pastoral (2005, 2011, 2013, 2014)<sup>13</sup>. Depuis 2013, l'échelle des opérations de développement pastoral au Tchad a sensiblement augmenté, le ministère de l'Élevage jouant désormais un rôle plus en vue que dans le passé.

### *Les systèmes pastoraux représentent 80 % du secteur élevage au Tchad.*

Les données publiques sur l'élevage sont généralement rares en Afrique subsaharienne (Pica-Ciamarra et al. 2014) et le Tchad ne fait pas exception. Même au niveau national, la plupart des chiffres dans le domaine public datent de 5 à 10 ans (et donc avant la baisse des revenus pétroliers en 2015). Un recensement du bétail a été amorcé en avril 2014 (le précédent remontait à 1976), mais les données et la méthodologie utilisée pour les produire n'ont pas encore été publiées. Ce sont donc les chiffres qui figurent dans le Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE) de 2009 (République du Tchad 2008) qui sont utilisés dans les documents officiels et les rapports techniques. Le PNDE estime le cheptel national entre 10 et 16 millions d'unités de bétail tropical (UBT)<sup>14</sup>, dont 80 % dans les systèmes pastoraux<sup>15</sup>. Une telle domination du pastoralisme dans le secteur de l'élevage est jugée représenter 18 % du PIB national (53 % du PIB agricole) et un moyen de subsistance direct ou indirect pour environ 40 % de la population

<sup>12</sup> Cela correspondait aussi au changement de paradigme du développement pastoral également observé à l'époque dans des contextes anglophones.

<sup>13</sup> Pour en savoir plus à ce sujet, voir Krätli et al. (2013).

<sup>14</sup> 1 UBT = 1 vache ou 0,7 chameau ou 10 moutons/chèvres ou 2 ânes.

<sup>15</sup> Définis dans le PNDE comme « caractérisés par des productions extensives dont la mobilité constitue une stratégie de production et de gestion de risques » (République du Tchad 2008, 10).

<sup>16</sup> Voir aussi Barraud et al. (2001) et INSEED (2004 et 2010).

rurale (quelque 3,5 millions de personnes)<sup>16</sup>. La gestion des animaux reproducteurs est estimée représenter environ 1.000 milliards de FCFA (environ 1,8 milliard de dollars US) et les éleveurs génèrent une valeur annuelle qui, il y a quinze ans, était estimée proche de 140 milliards de FCFA (254 millions de dollars US) (Massuyeau 2002).

Si ces données ont un caractère révélateur, elles restent fragmentaires et ont rarement un impact significatif sur l'élaboration des politiques. À l'époque où la contribution du secteur de l'élevage au PIB était de 18 %, la part du budget public attribuée à ce secteur était de 1 % du PIB (Marty et al. 2010). L'évaluation du rôle économique et de l'importance sociale des systèmes pastoraux au Tchad repose plus sur l'impression générée par leur image publique comme étant rétrogrades et « contemplatives », que sur des données concrètes.

De nos jours, le secteur comprend une proportion élevée des groupes les plus vulnérables du pays et les femmes et les jeunes jouent un rôle substantiel dans la production (Guibert et al. 2014). Si tous les pasteurs ne sont pas pauvres, les systèmes pastoraux sont devenus plus vulnérables *dans l'ensemble*, et cette érosion de la résilience s'étend aux stratégies de subsistance qui y sont liées. Comme on le soutient dans les pages suivantes, l'accroissement de la résilience au sein du système tout entier est une condition nécessaire pour aider les pasteurs les plus vulnérables.

### 1.3 Les systèmes pastoraux dans l'est du Tchad

Le Dar Sila s'étend sur quelque 40.000 km<sup>2</sup> et compte une population d'environ un demi-million d'habitants<sup>17</sup>. En ce qui concerne le pastoralisme, on comprend mieux le Dar Sila lorsqu'on le voit comme une pièce cruciale dans le puzzle beaucoup plus grand que constitue le complexe du Tchad oriental, un « système de systèmes » s'étendant de l'Ennedi

et du Borkou oriental à Salamat (et même jusqu'en République centrafricaine), y compris ses liens avec l'agriculture, le négoce et d'autres stratégies de subsistance.

L'écologie du Tchad oriental se caractérise par un degré élevé de variabilité des ressources pastorales (en l'espèce, les nutriments pour le bétail et les ressources en eau), ce qui fait qu'il est difficile de prévoir quand et où les concentrations de ressources deviendront disponibles. Cette variabilité exceptionnelle de l'environnement se reflète dans la variabilité des stratégies de production et dans la riche combinaison des systèmes pastoraux. Tous évoluent au fil du temps et chacun développe ses propres formes d'adaptation (ou parfois de mauvaises adaptations), ses ajustements et ses déformations du fait de sa propre configuration de pressions. Chacun est relié à d'autres systèmes économiques, fondés ou non sur l'élevage. Ensemble, ces systèmes pastoraux constituent un complexe variable qui s'étale sur quelque 800 km et traverse différentes zones écologiques. Il y a un grand nombre de groupes et de sous-groupes de producteurs d'élevage<sup>18</sup>, avec des ramifications socio-économiques dans d'autres systèmes proches et éloignés, depuis l'agriculture et le négoce du bétail, jusqu'aux économies d'autres pays d'où les membres de la famille qui ont émigré envoient aujourd'hui des remises de fonds. Les systèmes pastoraux représentent une contribution clé au revenu et à la sécurité alimentaire non seulement pour les ménages d'éleveurs mais aussi pour les foyers le long de la chaîne de valeurs qui sont impliqués dans la transformation et la commercialisation et, bien entendu, pour les ménages du personnel des services techniques qui travaillent avec les pasteurs et leur bétail. Les animaux produits dans les systèmes pastoraux servent à travailler la terre et à transporter les récoltes<sup>19</sup> (Zakinet 2013). Dans une certaine mesure, qui n'est d'ailleurs pas quantifiée mais qui est certainement élevée, l'agriculture dans la région est dépendante de l'engrais organique produit par les systèmes pastoraux.

<sup>17</sup> À titre de comparaison, le Burundi s'étale sur 27.000 km<sup>2</sup> et compte plus de 11 millions de personnes. Le Tchad oriental (y compris Salamat mais sans compter Ennedi-Est) comptait environ 1,8 million d'habitants en 2010 (PAM 2010).

<sup>18</sup> Une enquête sur la mobilité longitudinale au Tchad oriental réalisée par le projet Almy Bahaim a recensé 25 groupes différents (VST/Burgeap 1998).

<sup>19</sup> D'après Zakinet (2013), il s'agit principalement d'une activité pratiquée par les jeunes dans les groupes qui élèvent des chameaux, où elle est connue sous le nom de chele.

Le complexe pastoral du Tchad oriental est estimé représenter environ 65 % du cheptel national, soit directement dans des systèmes entièrement mobiles (plus de 75 %), soit dans des systèmes qui sont mobiles au moins au cours de la saison des pluies. Les chiffres officiels pour le Dar Sila font état d'environ 980.000 têtes de bétail et 121.000 volailles, mais ces chiffres ne comprennent que les animaux enregistrés comme étant « locaux »<sup>20</sup>. En 2015, le secteur pastoral du Dar Sila brassait plus de 4 milliards FCFA de transactions (environ 6,5 millions USD) et contribuait à hauteur de 1.214.600 FCFA (1.900 USD) au Fonds pour l'élevage et de 77.224.410 FCFA (125.000 USD) au Trésor public (MDPPA 2016).

### *Variabilité des stratégies pastorales.*

Les stratégies de production des systèmes pastoraux reflètent la façon dont les groupes d'éleveurs, qu'ils soient grands ou petits, s'adaptent à une combinaison particulière de variables. Certaines différences contribuent à définir l'identité culturelle (p. ex., le fait d'élever une espèce particulière), mais d'autres peuvent aussi exister au sein du même groupe ethnique, comme les différences de richesse ou de statut (p. ex. les droits), la composition du ménage (p. ex. la main-d'œuvre), et les compétences/l'expérience (p. ex. l'âge). Ces attributs s'allient à des variables plus contextuelles, comme le degré de disponibilité des ressources en eau, le type de ressources en eau (p. ex. puits ou surface), la présence de la mouche tsé-tsé (pression sur la santé animale), la présence de villages et surtout de champs de *berbére* (culture de décrue), et bien entendu les opportunités de marché.

La structure sociale est elle-même variable. Durant les migrations, plusieurs ménages/campements d'éleveurs de chameaux (sing. *ferrik*) peuvent se rassembler pour former une unité de transhumance (*dayné*). Du point de vue de la structure sociale,

le *dayné* est un élément crucial ; il ne s'agit pas d'une structure fixe ou permanente mais d'une qui voit le jour et prend fin avec chaque migration (Bonfiglioli 1992 ; Marty et al. 2009). Les familles et les troupeaux sont également divisés de façon saisonnière en *ferrik* et en établissements (*damre*) pour permettre une mise en culture opportuniste et un accès aux services (presque exclusivement disponibles dans le village ou la ville) ; cet élément affecte aussi les décisions relatives aux stratégies migratoires.

### *Les pasteurs construisent des maisons et se sédentarisent.*

Suite à la longue poussée en faveur de la sédentarisation depuis l'époque coloniale, qui n'a pourtant connu qu'un succès mitigé, beaucoup de ménages ont construit des maisons permanentes pour une partie de la famille et une partie de l'année, surtout à partir des années 1970, suite aux graves pertes survenues lors de la sécheresse, mais aussi en réaction à la réforme foncière de 1967 et aux opportunités qu'elle avait créées pour les agriculteurs et les groupes organisés en villages. Certains se sont installés dans le nord, mais beaucoup se sont installés dans le Dar Sila, pratiquant à la fois l'élevage et l'agriculture. Nombre de pasteurs qui se sont installés dans la région dans les années 1970 l'ont fait pour la même raison que dans le passé<sup>21</sup>: parce qu'ils avaient perdu leur troupeau. Mais cette fois, beaucoup de ménages, notamment des bouviers, l'ont fait aussi afin de sécuriser un accès aux pâturages de saison sèche dans le sud, car les accords coutumiers avaient été compromis par les changements engendrés par la réforme foncière de 1967. Ce processus a contribué à une fusion des spécialisations entre agriculteurs et éleveurs à l'échelle du complexe du Tchad oriental, et un mouvement général vers des formes aléatoires d'intégration par tâtonnements de l'agriculture et l'élevage à la ferme.

<sup>20</sup> Recensement général de l'élevage 2015. Données non publiées, Ministère de l'Élevage, N'Djaména.

<sup>21</sup> Ainsi par exemple, des contractions et des expansions de la mobilité pastorale, ainsi que des changements importants et soudains de la distribution des populations dans l'ensemble du complexe du Tchad oriental sont cités dans Barraud et al. (2001, 40) : « Dès 1911, des villageois migrent vers le fleuve Batha, les nomades Bideyat et Goranes migrent de l'Ennedi pour se réfugier au nord du Ouaddaï (Mortcha). La subdivision d'Arada [voit] sa population passer de 29.000 à 100.000... Les années suivantes, les migrations sont massives vers le sud. Au total, le Ouaddaï [voit] le départ de la moitié de sa population... Les transhumants se déplacent beaucoup plus au sud que d'habitude. Ils se seraient alors frottés à des populations sédentaires avec lesquelles ils n'avaient pas de relations préalables, et elles-mêmes en crise grave. La Mission Pégourier (1921-22) évoque 'les rixes sanglantes entre nomades et sédentaires en 1914.' ».

« Ce village a été créé afin de marquer notre présence, en guise de stratégie pour nous procurer des terres. Nous avions du bétail mais nous avons aussi commencé à cultiver la terre. Le prix des céréales était très élevé à l'époque. Maintenant il s'est effondré et il en est de même pour la productivité des sols... à présent, les récoltes ne suffisent même pas pour assurer notre subsistance. La plupart des gens doivent acheter des céréales... nous aimerions beaucoup que des éleveurs nomades restent sur nos champs avec leurs troupeaux mais le village est trop loin du fleuve et nous n'avons pas assez d'eau pour abreuver des troupeaux ici. »

« Quand nous nous installons pour pouvoir mettre nos enfants à l'école, la productivité de nos animaux chute. »

(Hommes et femmes interrogés dans un *damre* du Sila, février 2017)

### *Changements du cycle migratoire.*

Une enquête dans le Dar Sila, couvrant une étendue latitudinale de 300 km, a fait ressortir 47 couloirs migratoires (*mourhals*) de différentes tailles (un tous les 6 km en moyenne) utilisés soit pour la production soit pour la vente du bétail. Certains groupes d'éleveurs couvrent 1.400 km par an (VST/Burgeap 1998). Si des migrations saisonnières sur la longueur du complexe du Tchad oriental ont été rétablies depuis les années 1990, il existe des différences marquantes avec le passé. En particulier, l'impression générale est que le temps que les éleveurs nomades passent au Dar Sila a augmenté de plusieurs semaines : ils arrivent plus tôt et repartent plus tard<sup>22</sup>. Il semble aussi que la migration remonte moins vers le nord mais s'étale désormais davantage vers le sud (voir la Figure 1). Les premiers à arriver risquent de surprendre les agriculteurs avant la récolte. Un départ plus tardif accroît le risque de se trouver pris au piège par l'un des trois fleuves saisonniers de la région (Bahr

Azoum, Doué et Batha) et augmente le péril de leur traversée. Certains analystes soutiennent que les coûts associés à la migration sont désormais soigneusement mesurés par rapport aux avantages incertains offerts par les pâturages du nord, endommagés par des décennies d'utilisation tout au long de l'année (Aubague et Grimaud 2011). Quand arrivent les mois de mars-avril, il est difficile de trouver des pâturages au Dar Sila. Les éleveurs sont forcés de vendre des animaux pour acheter des compléments fourragers. L'offre de compléments fourragers est d'ailleurs insuffisante par rapport à la demande.

### *L'arrivée précoce dans le sud (y compris au Dar Sila).*

En principe, les éleveurs auraient intérêt à garder leurs troupeaux le plus longtemps possible sur les pâturages du nord qui sont de meilleure qualité, mais la meilleure façon d'y parvenir pour tel ou tel groupe migratoire dépend des variables contextuelles (richesse/statut, main-d'œuvre, compétences, présence de ressources en eau, villages et cultures pratiquées, ou opportunités de marché — voir plus haut « Variabilité des stratégies pastorales »). Certains éleveurs se dirigent vers le sud plus tôt mais voyagent lentement, adoptant en cours de route un « mode de pâturage nomade » pendant plusieurs semaines afin de tirer le meilleur parti des opportunités qui se présentent. D'autres restent dans les pâturages du nord aussi longtemps qu'ils peuvent avant de se rendre dans le sud le plus rapidement possible (VST/Burgeap 1998). Toutefois, aucune de ces stratégies n'influe nécessairement sur le moment de l'arrivée. Une arrivée précoce dans le sud peut être attribuée à plusieurs facteurs ou à une combinaison de facteurs : la crainte d'avoir à parcourir de longues distances sans accès à l'eau parce qu'elle a déjà été épuisée par ceux qui sont passés avant ; la crainte de ne pas trouver un endroit convenable dans le sud ; un manque d'expérience et de connaissances (des éleveurs et des animaux) requises pour tirer parti des pâturages du nord même après le début de la saison sèche ; pas assez de pasteurs avec le troupeau pour l'abreuver à la main aux puits ; ou — pour ceux qui se sont installés au Dar Sila — pas assez de main-d'œuvre à la ferme

<sup>22</sup> Comme il a toujours existé des différences dans les stratégies migratoires, il serait utile de déterminer si les changements actuels concernent tout le monde ou seulement certains groupes en particulier — et dans ce cas, pourquoi.

pour faire la récolte sans l'aide des membres du ménage qui sont avec le troupeau<sup>23</sup>; pour les éleveurs de chameaux, le souhait d'arriver à temps pour s'emparer du transport des cultures *berbére* (cultures de décrue).

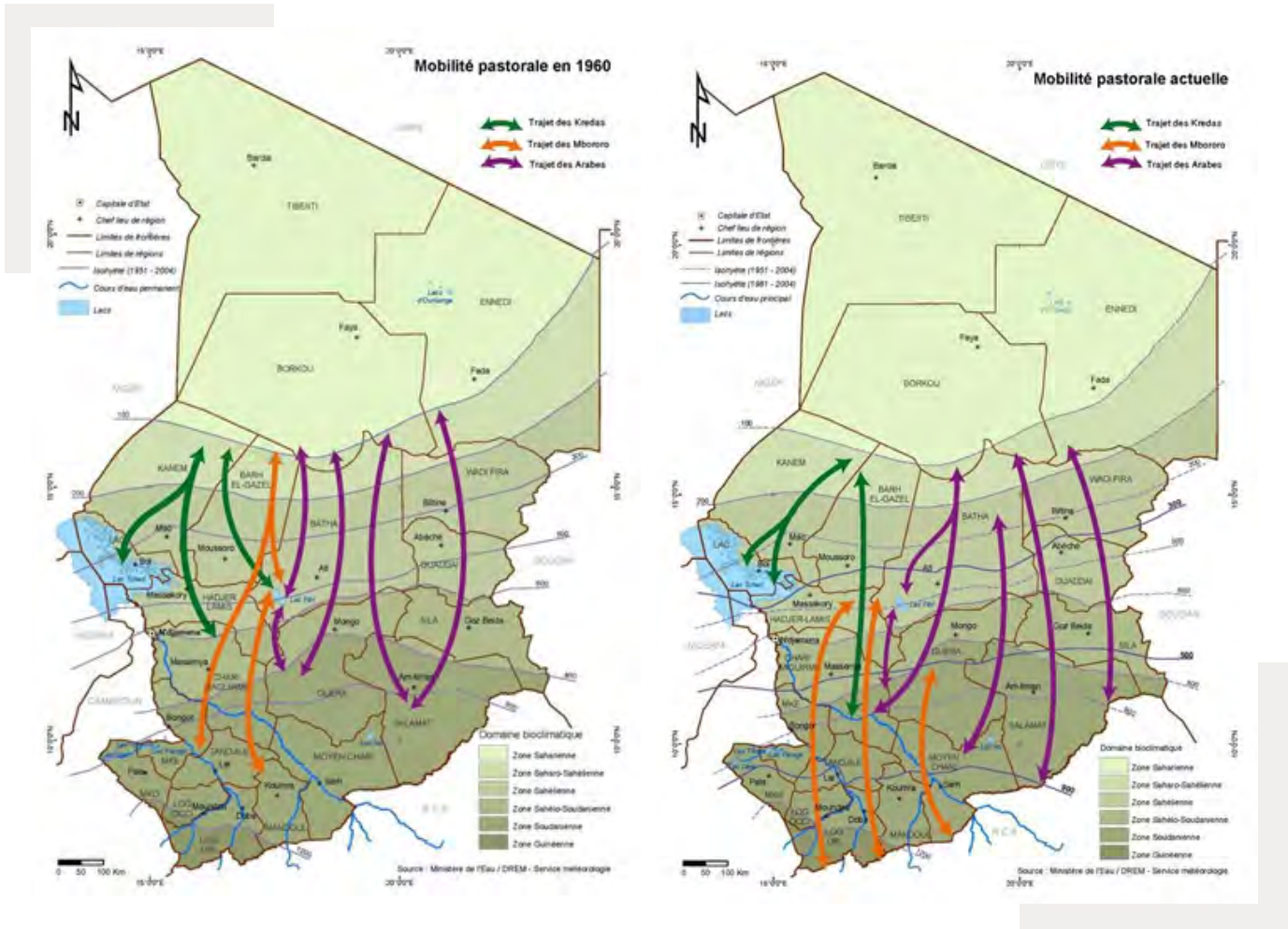
Deux portions de la migration vers le sud ont été identifiées comme étant particulièrement difficiles : la région de « la forêt sèche » entre Am Dam et le Bahr Azoum, et entre Mangalmé et Abou Déïa ; et au sud du Bahr Azoum, les zones qui se trouvent entre Am Timan et Haraze ou Mangeigne

et à l'ouest de l'estuaire du Zakouma (VST/Burgeap 1998 ; Guibert *et al.* 2014).

*Le départ tardif vers le nord.*

La migration vers le nord au début de la saison des pluies est la période de l'année la plus difficile pour les pasteurs du complexe du Tchad oriental, surtout pour les éleveurs de bovins (VST/Burgeap 1998), en raison du risque d'être pris au piège par le débit des fleuves saisonniers, notamment le Bahr Azoum et le Batha. Parce qu'ils vont plus au sud durant la saison sèche, il leur faut plus de temps pour gagner

Figure 1. Changement dans les schémas de mobilité (1960-2010).



Source : Système d'Information pour le Développement Rural et l'Aménagement du Territoire - SIDRAT (dans Guibert *et al.* 2014)

<sup>23</sup> Les trois dernières raisons sont le fruit d'une observation des populations Peuls dans le sud du Niger, qui cultivent la terre et gardent aussi un nombre important de bêtes. Bien qu'ils élèvent tous la même race bovine et vivent tous dans le même village, certains d'entre eux rentrent de leur migration (quelque 300 km au nord) en octobre, quand d'autres ne rentrent qu'en janvier (Krätli 2008).

les parcours de saison humide dans le nord. Ils sont également ralentis par la faiblesse de leurs bêtes à cette époque de l'année. De plus, comme les éleveurs suivent le front d'averses tropicales éparses et aléatoires, s'ils vont trop vite, ils risquent de se trouver « pris au piège par le caprice des pluies » dans des « îlots » de pâturages avec un peu d'eau de surface, mais trop tôt avant l'arrivée de pluies supplémentaires.

## 1.4 Le négoce et la vente du bétail par les producteurs

Les systèmes pastoraux sont les plus gros fournisseurs de bétail sur les marchés urbains du Tchad (PAFIB 2013 ; Aubague et Hesse 2008, qui citent Koussou et Liagre 2003)<sup>24</sup>. On a remarqué que les prix des animaux culminent durant la saison sèche froide (*darat*) (novembre à février) et restent élevés tout au long de la saison sèche chaude (*seyf*) (de février à mai). Leur baisse correspond au passage des troupeaux durant la période migratoire qui commence avec les premières pluies (*rushash*) en avril ou en mai (Barraud *et al.* 2001). Dans le Dar Sila, les chameaux se sont vendus pour 600.000 FCFA (environ 1.000 USD), les bovins pour 300.000 FCFA (500 USD), les moutons pour 50.000 FCFA (83 USD) et les chèvres pour 30.000 FCFA (50 USD)<sup>25</sup>.

### *Le plus gros fournisseur des marchés à l'exportation.*

Le Tchad exporte des bovins à un grand nombre de centres urbains du Nigéria, du Cameroun, de la République centrafricaine et du Soudan, et il exporte des chameaux à la Libye et à l'Égypte en passant par le Soudan. Les routes les plus dynamiques sont celles à destination du Nigéria (Liagre *et al.* 2004 ; Koussou et Aubague 2010, Koussou 2013). Depuis le Sila, les animaux voyagent vivants jusqu'au Nigéria en passant par N'Djaména et Bongor. Les exportations de bétail, estimées provenir principalement des

systèmes pastoraux, représentent 54 % des exportations tchadiennes, à l'exclusion du pétrole<sup>26</sup>.

### *Une invisibilité critique.*

On estime que 44 % des exportations de bovins et 80 % des abattages intérieurs (bovins, ovins et caprins) restent invisibles aux mécanismes de suivi et ne sont donc pas comptabilisés comme faisant partie de l'économie formelle locale (Koussou et Duteurtre 2002 ; MDPPA 2010).

### *Le commerce de bétail du Dar Sila est lié à la mobilité pastorale.*

Le Dar Sila compte quatre grands marchés à bétail (Tcharaw, Kerfi, Magran et Aradip) et trois marchés terminaux importants pour les exportations (Modeina, Dogdoré et Addé). Tous ces marchés sont proches des couloirs migratoires pastoraux ; sur tous, le volume de transactions augmente ou ralentit en fonction du flux de troupeaux le long des axes de migration (c.-à-d. que ce sont les systèmes pastoraux qui déterminent l'offre). Il y a aussi des indicateurs qui suggèrent que le commerce du bétail à destination du Soudan, du Nigéria et du Cameroun occupe un nombre important de personnes issues des ménages sans troupeau et des rapatriés, qui vivent dans les villages aux alentours de Goz Beida, comme commerçants de bétail ou comme leurs bouviers (Harvey 2012).

### *Conditions commerciales défavorables.*

Que les producteurs des systèmes pastoraux pratiquent aussi l'agriculture ou non, l'économie de leur ménage dépend de la vente de bêtes pour l'achat de céréales. L'achat de produits agricoles peut représenter jusqu'à 35 % des dépenses annuelles des ménages pastoraux (Duteurtre *et al.* 2002). L'évolution adverse des conditions commerciales entre le bétail et les céréales est donc une source importante de vulnérabilité. L'insécurité le long de la frontière avec le Nigéria a ralenti les exportations et

<sup>24</sup> Le bétail abattu dans le Dar Sila est vendu sous trois formes : viande fraîche, viande grillée et viande séchée (charmoutte). D'après un boucher qui grille sa viande sur le marché de Goz Beida, 60 à 70 % de sa viande est vendue sous forme de grillades sur le marché, 20 à 30 % sous forme de viande fraîche pour la consommation de la famille et environ 10 % comme charmoutte vendue localement mais aussi jusqu'à Abéché et N'Djaména.

<sup>25</sup> Comme les exportations au Nigéria ont été bloquées par Boko Haram, les prix ont chuté. À titre indicatif, les prix actuels sont de l'ordre de : 300.000 FCFA pour les chameaux, 200.000 FCFA pour les bovins, 30.000 FCFA pour les moutons, et 20.000 FCFA pour les chèvres.

<sup>26</sup> Une proportion qui est probablement sensiblement plus élevée en réalité puisque la collecte des données sur les exportations est jugée ne saisir qu'environ 35 % des transactions réelles.

provoqué l'effondrement des prix du bétail. En mars 2014, un mouton s'échangeait contre moins de 100 kg de mil sur le marché de Biltine, alors qu'il en valait 400 kg en 2010 (FEWS NET 2014). En 2014, les producteurs de bovins ont été confrontés à une perte de 30 à 45 % de leur pouvoir d'achat au moment de vendre des animaux pour acheter des céréales (BCIMT 2014).

Les pasteurs préfèrent acheter leurs céréales juste après la récolte, quand les prix sont relativement bas. Des contrats informels avec les agriculteurs permettent aux pasteurs de stocker les céréales achetées dans des greniers villageois, individuels ou collectifs, parfois en échange du paiement d'une redevance (Duteurtre et al. 2002)<sup>27</sup>. Ces dernières années, toutefois, le prix des céréales est jugé être resté élevé même aussitôt après la récolte. Le mil (non décortiqué) se vend actuellement 650 FCFA (environ 1 USD) le coro, contre 500 FCFA dans d'autres régions comme Abéché et Amdam (le coro est une mesure locale ; il faut 40 coro pour remplir un sac de 100 kilos).

## 1.5 Interconnectivité, spécialisation et intégration

Dans tout le Sahel, des formes complexes nuancées et variables d'intégration des systèmes pastoraux-agricoles ont été grossièrement représentées par les différentes administrations coloniales selon des typologies arbitraires et clivantes, qui opposaient les pasteurs « nomades » et les agriculteurs « sédentaires » (Marty 1999 ; Toulmin 1983).

Le concept d'agro-pastoralisme, introduit à la fin des années 1970, aurait pu venir à la rescousse

en illustrant le lien inextricable et circulaire les unissant. Malheureusement, au lieu de surmonter l'héritage colonial de division en classifications administratives, la nouvelle catégorie dite « agro-pastoralisme » a simplement créé un groupe supplémentaire, et donc une autre division. Au lieu d'aider le développement des zones arides à adopter une approche systémique et à situer l'analyse à un plus haut niveau – p. ex. en présentant le complexe du Tchad oriental comme un système de systèmes<sup>28</sup> au lieu de se concentrer sur la spécialisation des ménages ou des groupes ethniques – la catégorie « agro-pastoralisme » a été utilisée au sein de la logique clivante (réductionniste<sup>29</sup>) traditionnelle, comme appartenant au même niveau d'analyse que l'agriculture et le pastoralisme. Cette fragmentation accrue a contribué à faire des « pasteurs » un groupe encore moins tangible et administrativement moins important.

Aux antipodes de sa propre tradition d'analyse et de classification, la littérature spécialisée dans le développement pastoral à partir des années 1990, en particulier sur le Tchad, reconnaît largement que l'agriculture et l'élevage spécialisés au Sahel se sont développés comme des éléments intégrés d'un large complexe économique de subsistance, rendu plus résilient par cette intégration (Barraud et al. 2001). Certains aspects de cette interconnectivité, cette spécialisation et cette intégration, jugés pertinents dans le contexte du Tchad, et du Sila en particulier, sont examinés ci-dessous.

### *Intégration agriculture-élevage au-delà de la ferme.*

Dans le domaine du développement, l'intégration agriculture-élevage est généralement supposée se faire à l'échelle de la ferme mais ce n'est là qu'une des

<sup>27</sup> Les décideurs parlent sans arrêt de « système de systèmes » : tout marché ou toute chaîne de valeurs, par exemple, est un système de systèmes ; presque tout système renferme d'autres systèmes. Il s'agit simplement de tenir compte du fait que l'agriculture spécialisée et l'élevage spécialisé sont plus résilients lorsqu'ils travaillent en relation les uns avec les autres.

<sup>28</sup> Les décideurs parlent sans arrêt de « système de systèmes » : tout marché ou toute chaîne de valeurs, par exemple, est un système de systèmes ; presque tout système renferme d'autres systèmes. Il s'agit simplement de tenir compte du fait que l'agriculture spécialisée et l'élevage spécialisé sont plus résilients lorsqu'ils travaillent en relation les uns avec les autres, au lieu de fonctionner en vase clos. Le fait de les aborder avec des politiques et des interventions comme s'ils existaient en vase clos provoque l'isolement (et réduit la résilience) ; les aborder comme un système de systèmes favorise les relations mutuelles et la résilience.

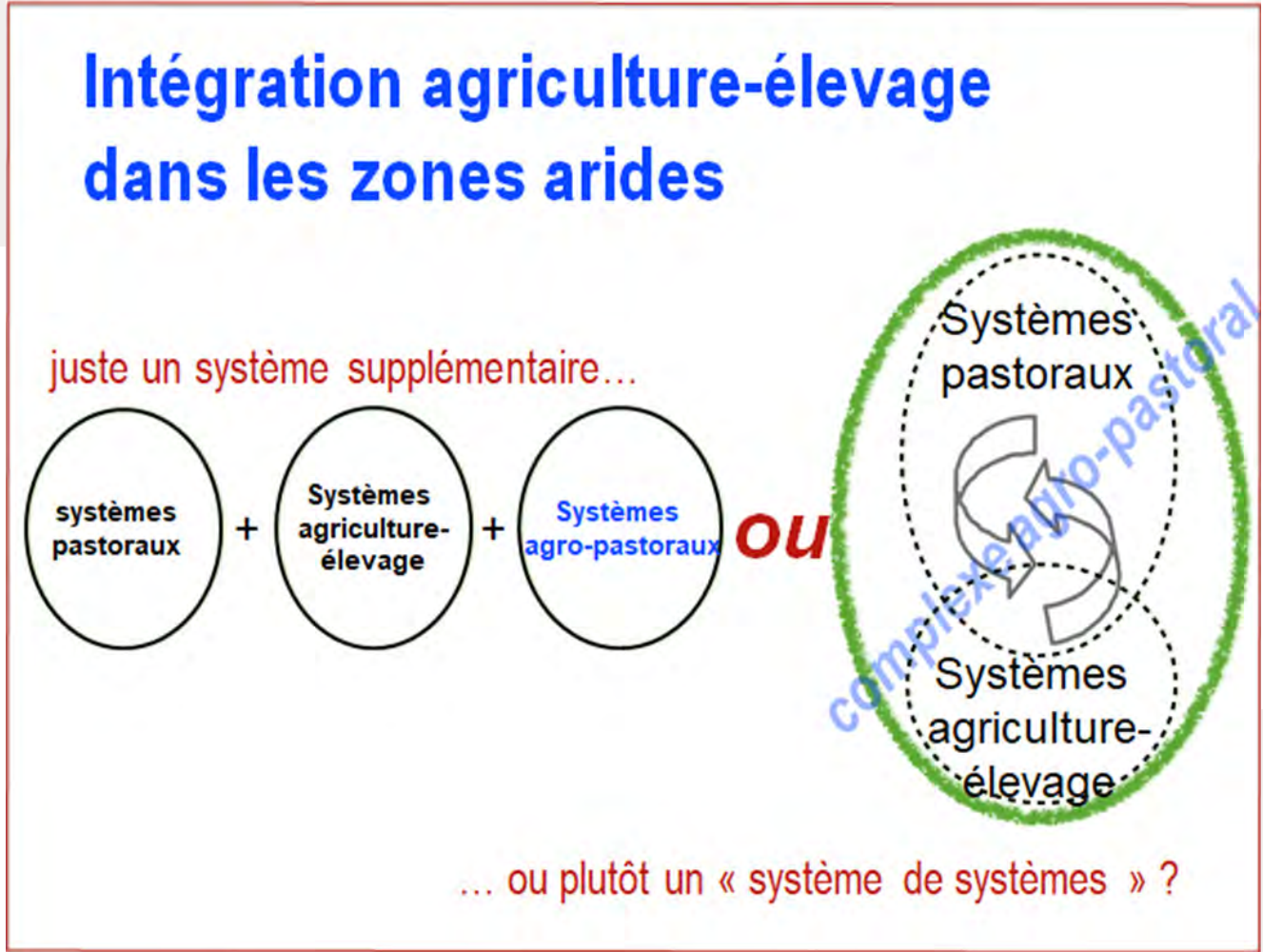
<sup>29</sup> En science, le « réductionnisme » fait référence à une prémisse méthodologique en vertu de laquelle un phénomène complexe est bien représenté par l'analyse combinée de ses composantes. Une approche systémique (ou holistique), au contraire, suppose qu'un système (un « tout ») est plus que la somme de ses parties, et donc il faut l'analyser comme un tout et non simplement comme une somme de parties. Aucune de ces deux approches n'est fondamentalement bonne ou mauvaise : tout dépend de l'objet ou du but de l'analyse. Toutefois, les résultats peuvent être sensiblement différents en fonction de l'approche qui est adoptée.



nombreuses options possibles (Scoones et Wolmer 2002). Dans des milieux où la variabilité est la norme, la mobilité de l'élevage permet l'intégration agriculture-élevage à une variété d'échelles, souvent de manière *discontinue dans le temps et l'espace* (p. ex. lorsque l'intégration ne devient effective et flagrante que durant la saison sèche). Dans de tels cas, « les agriculteurs spécialisés peuvent créer des systèmes mixtes aux niveaux régionaux avec les éleveurs spécialisés » (Schiere et al. 2006)<sup>30</sup>. Lorsque l'intégration agriculture-élevage se produit au sein du même ménage, la division des tâches

permet encore des spécialisations distinctes<sup>31</sup>, l'un et l'autre fonctionnant à leur propre échelle et ne partageant le même espace qu'à certaines époques de l'année. Même dans les communautés agricoles, la plupart des circuits de pâturages dans les régions arides s'étendent au-delà des terres arables et même au-delà des terres du village (Landais et Lhoste 1990 ; Bonfiglioli 1990 ; van den Brink *et al.* 1995 ; Mortimore et Adams 1999). Le complexe pastoral du Tchad oriental s'est développé comme une forme d'intégration agriculture-élevage non pas à l'échelle de la ferme mais comme un système de systèmes

Figure 2. Intégration à l'échelle régionale entre groupes spécialisé d'éleveurs et d'agriculteurs.



<sup>30</sup> Schiere et al. 2006, 10: « specialized crop farmers can form mixed systems with specialized grazers at regional levels » (notre traduction).

<sup>31</sup> Au sein d'une même famille, un frère pourra se spécialiser dans l'agriculture et un autre dans l'élevage. Les éleveurs partent en migration et utilisent une stratégie de production quasiment identique à celle qui est pratiquée dans les systèmes pastoraux où l'agriculture est absente. Chez les Peuls, il arrive que le fils du frère spécialisé dans le travail de la terre travaille avec le troupeau, alors que le fils de l'éleveur aide son oncle dans les champs (Krätli 2008).

au niveau régional et intermittent, entre des systèmes spécialisés dans l'élevage et des systèmes spécialisés dans la culture des champs (voir la Figure 2). De même, le commerce du bétail sur de longues distances, qu'il soit intérieur ou à l'exportation, fait souvent partie de cette intégration « à grande échelle ». Pour atteindre les marchés terminaux, les bouviers déplacent les animaux le long de couloirs migratoires de manière délibérément lente pour traverser les régions pastorales durant la saison des pluies afin d'améliorer l'état des animaux et de réduire le coût des opérations d'engraissement à l'arrivée (Corniaux *et al.* 2012).

#### *Accords entre agriculteurs et éleveurs.*

Dans l'est du Tchad, il y a souvent des contrats de coopération concernant l'organisation du travail agricole, de l'élevage et l'échange de services, en particulier pour le transport de céréales (une pratique localement appelée *chele*). Ainsi par exemple, les chameliers de la communauté Salamat Sifera dans la région de Batha se rendent à Guéra durant la saison sèche, en transportant les récoltes jusqu'à la ville, jusqu'à leur domicile ou jusqu'aux marchés, et en recevant une partie en paiement. À Abéché, au milieu du vingtième siècle, les agriculteurs se servaient du nombre de chameaux mobilisés pour l'occasion comme variable indicative de la taille de la récolte (Aubague et Grimaud 2011).

#### *Résidus de récolte et fumure.*

Les animaux engraisent un champ pendant qu'ils s'y repaissent. Parmi les bons résidus de récolte à cette fin, on peut citer le mil, le sorgho, le maïs, le riz, les haricots et les arachides. Les résidus de récolte sont consommés pendant environ trois mois après la récolte. Il existe des conventions entre les propriétaires des troupeaux et les propriétaires des champs afin de réglementer ces échanges et les alliances entre les agriculteurs et les éleveurs peuvent même aller jusqu'à des mariages interclaniques (Aubague et Grimaud 2011).

Maintenant que les agriculteurs possèdent un nombre significatif de bêtes, ils ont besoin des résidus de récolte pour nourrir leurs propres animaux. Suite à la flambée de la demande, les éleveurs doivent désormais payer pour avoir

accès aux résidus, soit en espèce soit en nature. Cependant, il y a aussi des cas où les agriculteurs n'ont pas des troupeaux suffisamment importants pour maintenir la productivité du sol, et où ils aimeraient que des troupeaux nomades viennent paître dans leurs champs moissonnés (nous avons constaté une telle situation dans l'un des *damre* où nous nous sommes rendus).

#### *Régime foncier.*

Les règles du régime foncier coutumier ont été élaborées à partir des ressources (multiples, se chevauchant, et souvent éphémères/saisonniers) au lieu des mesures des terres (uniques, permanentes) ; cela permettrait de conférer plusieurs droits d'accès sur les mêmes terres ; par exemple, un droit pour des produits céréaliers et un droit pour des produits fruitiers (Bonfiglioli 1992). Bien qu'il ne soit pas parfait, ce système avait l'avantage de représenter les usages multiples et variables que l'on trouve dans le complexe du Tchad oriental (par exemple, l'utilisation discontinue de ressources pastorales clés, telles que les réserves de pâturages ou les points d'eau ; ou la nature ambivalente des couloirs migratoires, qui deviennent bientôt des terres ultra fertiles qui attirent les agriculteurs ; ou encore les champs cultivés qui deviennent des pâturages dans la saison sèche). En rompant cette logique – peut-être par habitude plus que par nécessité – le régime foncier formel a introduit une incohérence entre la représentation administrative de l'affectation des terres et leur utilisation réelle par le biais des institutions coutumières. Aujourd'hui, cet héritage est une source de confusion et souvent de conflit ; c'est aussi un obstacle à la conception et la représentation des modes d'utilisation des terres qui, dans le complexe du Tchad oriental, ont historiquement prouvé qu'ils étaient plus durables et plus résilients.

#### *Contourner les institutions coutumières.*

Dans certaines régions, les pasteurs s'adaptent au cadre foncier formel en adoptant des stratégies de balisage des terres afin de limiter l'expansion des champs. Ils y parviennent soit en cultivant les champs eux-mêmes soit en réduisant l'amplitude de leur mobilité (Aubague and Grimaud 2011). Dans le Kimiti, les conflits violents les plus fréquents se produisent entre les villageois : les

« autochtones » d'un côté et, de l'autre, les pasteurs qui se sont installés à partir des années 1970. Dans la plupart des cas, ce sont ces groupes qui pratiquent à la fois l'élevage et l'agriculture. Le passage d'une forme intermittente d'intégration agriculture-élevage à grande échelle à une intégration continue à l'échelle de la ferme, a bridé la mobilité et a donc réduit la productivité. Cela a aussi contraint tous les groupes de producteurs (qu'ils se disent « agriculteurs » ou « pasteurs ») dans des relations de concurrence, tout en utilisant les mêmes espaces, en même temps et de la même manière, ce qui a diminué la résilience de l'ensemble du complexe du Tchad oriental (Sougnabé 2011). Lorsque naît le conflit, il est de plus en plus courant de s'adresser directement aux autorités gouvernementales pour se plaindre si les conventions locales sont inefficaces, alors qu'auparavant il était demandé aux chefs locaux (p. ex. les aînés du village, les chefs du campement pastoral ou encore le chef de canton) d'arbitrer le conflit (Aubague et Hesse 2008).

*« L'obtention d'une gestion consensuelle des espaces et des ressources naturelles commence avec l'établissement d'un nouveau climat de confiance et de solidarité entre les différentes parties prenantes. Cela devrait se faire autour des autorités servant d'interface entre les parties qui basent leur légitimité à la fois sur des règles coutumières et formelles, des raisons morales et techniques »*

(interview avec le personnel d'une organisation de la société civile, janvier 2017).

*Des éleveurs contractualisés et de nouveaux propriétaires absents.*

Les négociants de bétail emploient, comme journaliers, des éleveurs issus de familles de pasteurs qui ont perdu tout ou partie de leur cheptel. Cette pratique constitue une opportunité mais, dans le contexte actuel, elle expose aussi ces éleveurs, qui sont déjà vulnérables, à des risques de conflit avec les agriculteurs, car il appartient à ces éleveurs de négocier l'accès aux points d'eau et aux pâturages le long de la route pour se rendre au marché (PAFIB 2013). Les éleveurs salariés qui travaillent pour cette nouvelle « race » de grands propriétaires (hommes

d'affaires, membres de l'armée, politiciens), peuvent se sentir protégés par le statut social de leurs patrons et ne pas hésiter à laisser paître les animaux sur les champs cultivés, comme on a pu l'observer dans les environs de Maro et de Sarh dans le Moyen-Chari (Whittle 2014).

*Réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP), de temporaires à permanents.*

Le Tchad abrite quelque 400.000 réfugiés, dont 310.000 viennent du Darfour (Soudan) et 70.000 de la République centrafricaine (RCA). Ceux de la RCA ont été déplacés depuis plus de dix ans, alors que ceux du Soudan arrivent depuis 2002. Plus de 70 % (environ 291.000) des réfugiés enregistrés au Tchad vivent dans les régions est de Wadi Fira, Ennedi Est, Ouaddaï et dans le Dar Sila, qui a lui seul héberge plus de 50.000 personnes dans les deux camps de Djabal et Goz Amir (HCR/PAM 2016 ; PAM 2010). À l'échelle nationale, il convient d'ajouter à ces chiffres près de 200.000 PDIP et rapatriés. Sur la base des estimations de 2010, le nombre de personnes dans les camps de réfugiés et les camps de PDIP au Tchad oriental représentait environ 26 % de la population (PAM 2010).

Bien que la plupart des réfugiés vivent dans l'est du Tchad depuis plus de dix ans, leur situation ne s'est pas améliorée (HCR/PAM 2016), et il n'y a aucun signe permettant d'espérer un changement imminent. Ces dernières années, l'approche officielle s'est recentrée en faveur d'une intégration à long terme des populations de réfugiés. En 2012, le gouvernement a envisagé la reclassification des PDIP dans le Tchad oriental en « résidents » (Harvey 2012). En 2014, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a présenté une « approche prônant l'autosuffisance » pour les réfugiés soudanais, en les encourageant à s'installer et à démarrer un projet agricole dans les zones d'accueil et il a proposé des « projets à effet rapide » en guise d'incitation pour les communautés d'accueil (dans le Dar Sila, ce fut le cas pour un site de Kerfi). Chez les réfugiés soudanais, beaucoup pratiquaient le pastoralisme avant d'être déplacés (PAM 2010). Aujourd'hui, même s'ils sont le plus souvent sans troupeau, la plupart d'entre eux tirent une proportion non négligeable de leur revenu d'un travail lié à l'élevage, par exemple dans la boucherie,

la transformation, ou le commerce des produits de l'élevage. Les meilleurs gains sont associés au commerce du bétail. Les femmes participent au séchage de la viande, qui est souvent vendue sur les marchés locaux. Parmi les autres sources de revenu, on peut citer la vente de poisson séché et de bois de feu.

#### *Pas de solution universelle au « conflit ».*

Le terme générique de « conflit » est utilisé pour décrire une grande variété de situations (qui portent souvent des noms différents dans la langue vernaculaire). La fréquence, l'intensité et la gravité du conflit varient en fonction de la région et de l'époque de l'année. Les conflits culminent au moment des semis et de la moisson et, dans les années de sécheresse, lorsque les éleveurs arrivent dans le sud avant la moisson. Le développement de l'agriculture de saison sèche dans les *ouadies* (rivières saisonnières), des *berbéré* (cultures de décrue) et du maraîchage contribue à accroître les cas de conflit violent (Marty *et al.* 2010). Il n'y a pas de panacée : chaque situation de conflit mérite sa propre analyse.

*« Les principales sources d'insécurité ne sont pas les brigands ou le conflit éleveur-agriculteur mais viennent de la ville, de l'armée et des forces de l'ordre elles-mêmes. Les nomades sont « pris en embuscade » au moment de leur passage par des pratiques prédatrices dans l'application de la loi : des règles et des amendes inventées, des délits fabriqués de toute pièce pour leur soutirer de l'argent. On mise sur le fait que, pressés par le temps, les éleveurs accepteront de payer pour pouvoir poursuivre leur chemin aussi vite que possible. »*

(entretien avec le personnel d'une organisation de la société civile, N'Djaména, février 2017).

#### *Conflit indirect.*

Les pasteurs nomades peuvent être indirectement touchés par des conflits fonciers entre les communautés sédentaires et contraints de partir en raison des situations sécuritaires précaires. Ce phénomène n'a été étudié jusqu'ici qu'à une échelle régionale (Bonnet et Guibert 2014 ; Zakinet 2013).

#### *Des niveaux significatifs de malnutrition.*

La prévalence d'une malnutrition aiguë et chronique semble être très élevée dans le Dar Sila. Plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique. Même immédiatement après la récolte, environ 15 % des enfants souffrent de malnutrition aiguë (ils perdent du poids et/ou ils présentent des œdèmes de famine), et plus de 3 % souffrent de malnutrition aiguë sévère (Marshak *et al.* 2016). Sur la base des données recueillies peu de temps après la récolte, entre décembre 2010 et décembre 2011, la prévalence de l'insécurité alimentaire est passée de 25,9 % à 64,7 % dans le Dar Sila ; pour la région du Ouaddaï, les chiffres correspondants étaient de 40 % et 61 % et dans le Wadi-Fira, de 23,9 % et 44,8 % (PAM 2012). Nous n'avons pas pu trouver de données récentes sur la situation nutritionnelle des pasteurs nomades en particulier.

Les données de l'enquête annuelle BRICS sur les villages du programme de Concern dans le Dar Sila montrent une corrélation entre le pastoralisme et un meilleur état nutritionnel chez les enfants. En comparant les taux de malnutrition infantile dans les établissements agropastoraux (sing. *damre*) et dans les établissements de communautés agricoles (avec de moindres cheptels), les chercheurs de Feinstein ont trouvé une prévalence moindre de MAG (Malnutrition aiguë globale) dans les *damres* lors de l'enquête de départ et de l'enquête finale, avec une différence significative dans l'enquête finale (voir le Tableau 1). Si ce constat est important pour guider les recherches futures, il ne saurait toutefois constituer une preuve définitive, car la taille de l'échantillon dans les *damre* est relativement petite et l'enquête initiale n'était pas conçue pour faire ressortir les différences entre les stratégies de subsistance.

#### *Schéma pervers de diversification.*

Des agriculteurs se sont tournés vers l'élevage et des pasteurs nomades se sont sédentarisés et ont commencé à cultiver des terres. Cette diversification au niveau du ménage est souvent représentée dans les milieux du développement comme un pas en avant. Toutefois, lorsqu'on la considère à l'échelle du complexe du Tchad oriental, ces changements

Tableau 1. MAG par damre d'après l'enquête BRICS dans les villages du programme Concern dans le Dar Sila

	Enquête de départ (2012)		Enquête à mi-parcours (2014)		Enquête finale (2015)	
	non-damre	damre	non-damre	damre	non-damre	damre
<b>%</b>	16%	11%	15%	16%	18%	11%
<b>95% intervalle de confiance</b>	(13-18%)	(6-17%)	(11-18%)	(0-32%)	(15-22%)	(7-15%)
<b>Diff. (valeur de p)</b>	0.228		0.881		0.024	
<b>n</b>	1,153	125	1022	105	928	102

n'introduisent pas de la diversité mais au contraire de l'uniformité, un processus par lequel des groupes spécialisés jadis complémentaires tentent à présent les mêmes stratégies et finissent donc par se disputer les mêmes ressources. Cette « diversification » semble exactement aux antipodes de la diversification recommandée comme essentielle pour une utilisation réussie et durable des zones arides : diversification à l'échelle de l'ensemble de la population, tout en préservant la spécialisation au niveau des ménages individuels (Sandford 2011). Les interventions qui adoptent une approche systémique devraient se concentrer sur la promotion de ce dernier type de diversification tout en rectifiant le premier.

## 1.6 Synthèse des contraintes

Sur la base de l'examen de la littérature et de la consultation réalisée dans le cadre de cette étude, cette section identifie brièvement les principales contraintes qui se posent pour le fonctionnement du complexe du Tchad oriental, car elles sont pertinentes pour entreprendre des interventions de développement dans le Dar Sila.

### *Legs des interventions passées.*

Cet héritage comprend : un développement mal avisé ; une conception idéologique du pastoralisme

comme une méthode non productive et un obstacle au développement et à la modernisation ; une pression pour la sédentarisation ; la marginalisation et l'exclusion technique (p. ex. définition de la « mise en valeur ») ; un manque de cadre réglementaire adéquat ; un manque d'investissement public dans les systèmes pastoraux (qui représentaient 18 % du PIB mais n'ont reçu que 1 % du budget public en 2010).

### *Manque d'accès aux pâturages.*

On ressent un sentiment de vulnérabilité à la sécheresse<sup>32</sup> et aux extrêmes climatiques de plus en plus fréquent. Comme l'expérience de vulnérabilité face à la sécheresse dans les systèmes pastoraux dépend de la stratégie de gestion (p. ex. la mobilité stratégique peut réduire considérablement son intensité), cette nouvelle impression de « fréquence de la sécheresse » devrait être explorée avant tout à la lumière des changements apportés à la stratégie de gestion. Mobilité réduite ; concentrations de troupeaux excessivement élevées ; accès inadéquat à l'eau, surtout par rapport aux exigences de la mobilité ; empiètement agricole et amenuisement des zones de pâturage ; obstruction, destruction ou réduction des itinéraires de migration ; conversion en terres agricoles des aires de pâturage le long des couloirs de migration, ou réduction de leur taille au point d'être perdues en raison d'une utilisation excessive : tous ces éléments sont susceptibles

<sup>32</sup> Ici, par sécheresse, on entend la sécheresse « pastorale » c.-à-d. la sécheresse du point de vue des pasteurs, qui se comprend comme une inaccessibilité aux pâturages (cf. Krätli 2016).

d'accroître le sentiment de vulnérabilité à la sécheresse et aux extrêmes climatiques.

### *Conflits violents.*

Ceux-ci se produisent tout particulièrement au moment de la récolte et à l'époque des cultures de contre-saison (maraîchage, agriculture de décrue). Ils se produisent le plus souvent entre les anciens et les nouveaux villageois avec des troupeaux. Les conflits sont généralement liés aux lacunes des réglementations foncières ou à leur caractère inadapté et au manque de clarté concernant leur gouvernance (voir l'Encadré 2).

### *Un manque de services de base.*

Les services existants de santé animale ne parviennent à toucher les troupeaux nomades que lorsqu'ils sont à proximité des hameaux. Les auxiliaires d'élevage communautaire (ou CAHW pour Community Animal Health Workers) sont trop peu nombreux, mal soutenus et mal coordonnés. Avant tout, ce ne sont pas normalement des pasteurs. D'après les éleveurs interrogés, « il faudrait qu'il y ait un CAHW pour chaque unité de migration », ce qui veut dire qu'il faudrait beaucoup plus de CAHW, en formant des éleveurs déjà bercés dans le système pastoral. Quant aux services de santé humaine, ils ne sont assurés qu'au sein même des hameaux. Le système administratif actuel dans les centres de santé fait qu'il est même difficile de garantir la continuité du service pour les ménages qui partent simplement s'installer dans une zone desservie par un autre centre de soins. Il n'y a pas de stratégie pour toucher les gens des systèmes pastoraux avec des programmes de lutte contre la poliomyélite ou de vaccination de routine.

### *Exclusion technique intégrée dans les systèmes d'alerte précoce.*

Le Tchad dispose d'un Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et l'Alerte précoce (SISAAP), basé au ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. De par sa conception, le SISAAP est particulièrement sensible aux variations de la production agricole. En revanche, le SISAAP est mal adapté pour

appréhender la vulnérabilité croissante au sein des systèmes pastoraux, où les indicateurs pertinents auraient davantage besoin d'être « en temps réel » (pour l'heure, les informations publiées dans le bulletin du SISAAP datent de 1 à 2 mois) et devraient englober les variations dans la possibilité de mobilité stratégique, ainsi que l'accès aux pâturages et aux marchés. La collaboration entre le SISAAP et les Services de fournisseurs d'informations (SFI) basés au ministère de l'Élevage et des Productions animales est médiocre (les informations sur les systèmes pastoraux contenues dans le bulletin du SISAAP ont plus de chances de venir de FEWS NET ou d'une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire). Il existe une prise de conscience de ces questions et des solutions possibles sont à l'étude par le biais de partenariats dans le cadre de nouveaux programmes tels que le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) et le Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral (PASTOR)<sup>33</sup>.

### *Nouveaux schémas de migration.*

Aujourd'hui, les migrations ont tendance à se faire sur de plus longues distances mais dans un laps de temps plus court, avec une période plus longue passée dans les pâturages de saison sèche. L'arrivée dans le Dar Sila se fait globalement plus tôt et le départ vers le nord intervient plus tard. Les raisons de ces changements sont complexes et sont probablement différentes en fonction des groupes. Lors de leur migration vers le nord, les éleveurs risquent d'être pris au piège par les fleuves saisonniers ; lors de leur déplacement vers le sud, ils doivent se dépêcher de traverser la forêt sèche en raison du manque d'eau, ou pour gagner à temps les pâturages de saison sèche plus au sud ou se procurer un travail saisonnier.

<sup>33</sup> Le PRAPS est une initiative sur six ans de la Banque mondiale déployée au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad. PASTOR est un programme financé par l'Union européenne, l'Agence Française de Développement (AFD) et le gouvernement du Tchad.

- L'élevage, deuxième source de revenu après le pétrole, ne représente que 1 % du budget.
- L'élevage pastoral basé sur la mobilité représente plus des deux tiers des productions d'élevage et vraisemblablement près de 80 % de la commercialisation de ces dernières mais fait l'objet de visions contradictoires, les uns le trouvant dépassé, les autres reconnaissant sa pertinence et son efficacité.
- Le traitement par les autorités des litiges ou conflits liés à la mobilité pastorale est souvent considéré comme empreint de partialité et source de revenu, ce qui entretient un élément de suspicion et aggrave les tensions.
- Sur le fond, les diverses parties en conflit (agriculteurs et éleveurs, éleveurs entre eux) aspirent à ce que l'État soit véritablement garant du droit et de la paix sociale.
- Les textes juridiques sur le pastoralisme apparaissent souvent limités, manquant d'harmonisation entre eux et sont, de plus, largement méconnus. La Loi sur le nomadisme de 1959 apparaît aujourd'hui insuffisante. Elle a du mal à être appliquée. C'est d'ailleurs pour ces raisons qu'un projet de code pastoral est en cours d'élaboration.
- Les chefferies, censées jouer un rôle important dans la gestion des conflits, se trouvent souvent dessaisies ou marginalisées, au profit d'autres acteurs de l'État.

(Source : Marty et al. 2010)

# 2<sup>E</sup> Partie. Contexte politique et institutionnel

## 2.1 Faits marquants dans le contexte international

*Le cadre politique de l'Union africaine (UA) pour le pastoralisme.*

En 2010, l'UA a produit le premier cadre politique panafricain sur le pastoralisme. La politique entend « se pencher sur les causes profondes de la vulnérabilité pastorale sur le continent » (UA 2010, 3). Elle reconnaît l'héritage problématique : « Beaucoup de tentatives passées pour soutenir le développement de l'élevage ont manqué de reconnaître les atouts du pastoralisme et n'ont pas établi l'équilibre entre la nécessité d'une plus grande représentation des éleveurs et la bonne gouvernance, avec des choix appropriés d'approches méthodologiques et techniques. Les efforts de développement pastoral doivent aller au-delà des approches techniques visant un seul secteur, et associer les connaissances, les innovations pour la gestion durable des ressources naturelles, la bonne gouvernance et une intégration plus grande des moyens d'existence des éleveurs avec les possibilités d'expansion du marché » (§ 1.2). Le cadre appuie le pastoralisme comme un mode de vie et un système de production (§ 4.1.3) et il souligne l'importance de la « mobilité stratégique » des éleveurs pour la création de valeur et l'utilisation durable des ressources (§ 4.1.4). Il reconnaît que « les écosystèmes pastoraux transcendent souvent les frontières nationales, et que les mouvements au sein de ces systèmes sont économiquement et écologiquement justifiés » (§ 1.1.2) et qu'une meilleure compréhension de l'économie du pastoralisme par les décideurs politiques est essentielle au processus politique (§ 4.1.2).

*Codes pastoraux.*

En Afrique de l'Ouest, les codes pastoraux de la Mauritanie (2000), du Mali (2001) et du Niger (2010)<sup>34</sup> sont axés sur la reconnaissance formelle : de la mobilité pastorale comme un atout ; des droits d'accès coutumiers des éleveurs et des systèmes collectifs de gestion ; et des « ressources pastorales » et de l'importance que revêt leur protection.

*Normes minimales pour le développement pastoral.*

Entre 2010 et 2012, un examen mondial coordonné par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a donné lieu à l'élaboration de lignes directrices et de « normes minimales » (minimum standards) pour s'engager dans le développement pastoral (UICN 2012). Le réseau mondial d'experts en pastoralisme et de praticiens du développement pastoral associés avec l'Initiative Mondiale pour un Pastoralisme Durable de l'UICN (IMPD-WISP) a été mobilisé pour identifier des exemples de bonnes pratiques ainsi que les principes qui les sous-tendent. Le document qui en résulte souligne que les solutions aux défis que présente le développement pastoral peuvent et devraient être trouvées *de manière à ne pas compromettre la logique fondamentale de la gestion pastorale des ressources*. Les normes minimales pour le développement pastoral sont définies par une alliance équilibrée de quatre principes :

1. Élaborer des stratégies nationales qui prennent en compte et soutiennent le pastoralisme ;
2. Éviter les investissements et les politiques qui sapent les systèmes pastoraux ;
3. Placer la gouvernance et les droits, y compris ceux des minorités, au cœur du développement pastoral ;

<sup>34</sup> République islamique de Mauritanie (2000) ; République du Mali (2001) ; République du Niger (2010).



4. Promouvoir les investissements et les politiques qui soutiennent le pastoralisme.

La prise en compte des systèmes pastoraux (principe 1) implique de reconnaître la logique de production propre au pastoralisme : comment fonctionnent ces systèmes par rapport à leur environnement et à l'économie plus large ainsi que leur forme d'adaptation caractéristique et leur contribution économique. Sans cette prise en compte, le « soutien au pastoralisme » devient une enveloppe vide que l'on peut remplir avec n'importe quoi, y compris des interventions qui en fait rendent le pastoralisme moins viable et moins durable.

#### *La Déclaration de Mera.*

En 2011, quelque 160 femmes pastoralistes déléguées par 32 pays se sont réunies à Mera (Gujarat, Inde) pendant six jours, pour, selon leurs propres mots, « renforcer nos alliances et développer des solutions pratiques aux questions qui nous concernent ». La discussion a donné lieu à

un ensemble de recommandations publiées dans la Déclaration de Mera. Unique à ce jour, la Déclaration de Mera est catégorique dans son affirmation du rôle de premier plan des femmes pastoralistes comme professionnelles de l'élevage (voir l'Encadré 3).

## 2.2 Le contexte national au Tchad

Pendant la période coloniale et pendant plus d'une génération après l'indépendance (1920-1990), l'État tchadien et ses partenaires techniques et financiers ont conjugué des programmes de développement à des politiques de sédentarisation, notamment à travers des interventions de développement hydraulique qui visaient à ancrer les pasteurs dans leurs zones de pâturage de saison des pluies. À partir des années 1990, cette approche est devenue une problématique à analyser et elle s'est accompagnée d'une autre perspective, basée sur la reconnaissance du pastoralisme comme un système de subsistance et de production bien adapté,

### Encadré 3. Extraits de la Déclaration de Mera (2011)

« Nous, les femmes pastoralistes rassemblées à Mera, en Inde, du 21 au 26 novembre 2010, représentant 32 pays ... en appelons aux gouvernements, aux agences exécutives des Nations Unies, aux autres organisations concernées au niveau international et régional, aux instituts de recherche ainsi qu'à nos propres autorités coutumières, afin qu'ils : RECONNAISSENT la mobilité pastorale comme étant un droit fondamental ... GARANTISSENT l'égalité des droits des femmes pastoralistes et reconnaissent leur rôle essentiel dans la société. Ceci inclut la reconnaissance du travail des femmes pastoralistes comme étant une profession à part entière et comme étant une composante fondamentale du pastoralisme ... ADAPTENT la législation existante afin de tenir compte des spécificités du mode de vie pastoraliste et de différencier le pastoralisme nomade ou de transhumance de la pratique de l'élevage intensif ... PROMEUVENT des politiques

régionales et des traités qui tiennent compte du pastoralisme transfrontalier et respectent les zones traditionnelles de pâturage ainsi que les routes traditionnelles de migration. Ces politiques doivent être élaborées en consultation avec les femmes pastoralistes ... DÉVELOPPENT une législation qui encadre et restreint tout développement risquant de nuire ou de menacer le mode de vie et les ressources nécessaires à la survie des pastoralistes ... DÉVELOPPENT des structures mobiles ... qui tiennent compte de la réalité du mode de vie pastoraliste et sont adaptées aux besoins des femmes pastoralistes ... SOUTIENNENT et financent des projets de nouvelles technologies qui contribuent à améliorer l'efficacité et la durabilité environnementale des modes de vie pastoralistes. Ces technologies doivent tenir compte et répondre aux besoins et aux réalités du pastoralisme et doivent s'appuyer sur des ressources renouvelables ainsi que sur des ressources naturelles facilement accessibles. »

Source : MARAG, 2011

écologiquement durable et économiquement viable. Cette perspective soulignait qu'il était important de soutenir la mobilité pastorale en tant qu'élément clé de la productivité et de la résilience de ces systèmes. Ces dernières années, l'incertitude des revenus pétroliers contribue aussi au regain d'intérêt que soulève le potentiel des systèmes pastoraux. Toutefois, pour l'heure, le développement de normes d'intervention cohérentes par rapport aux nouveaux principes adaptés au contexte pastoraux en est encore à ses balbutiements et il est ralenti et compliqué par l'héritage de problèmes et de divisions engendrés par les interventions passées.

### 2.2.1 Politiques générales

#### *Plan National de Développement de l'Élevage 2009-2016 (PNDE).*

Ce document définit les grandes lignes de la stratégie nationale pour le développement du secteur de l'élevage. Le PNDE (République du Tchad 2008) décrit le Tchad comme « un pays à vocation pastorale » et le pastoralisme comme faisant « partie intégrante de l'écosystème ; il englobe dans ses objectifs la reconnaissance du pastoralisme comme « une activité de mise en valeur au même titre que les activités agricoles et forestières »<sup>35</sup>. Dans l'ensemble, le Plan a « pour objectif global d'augmenter durablement la production animale » en guise de moyen « d'améliorer et d'accroître la contribution du secteur de l'élevage à la croissance de l'économie nationale, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire ». Les analystes (p. ex. Gubbels 2014) ont décrit le PNDE comme un exercice rhétorique par des techniciens, plus soucieux d'accroître la production du secteur que de réduire la vulnérabilité des producteurs, et qui fait preuve d'un manque de vision globale et de cohérence des interventions et sans consultation suffisante avec les principaux intéressés (à commencer par les pasteurs eux-mêmes).

#### *Stratégie nationale de développement pastoral (SNDP).*

La SNDP est une initiative de la Plateforme Pastorale du Tchad (voir ci-dessous), en étroite collaboration

avec le ministère de l'Élevage et des Productions animales, le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement et le ministère de l'Aménagement du Territoire. La SNDP s'articule autour de cinq axes stratégiques d'intervention (voir l'Annexe 2), développés lors d'ateliers de consultation régionale (à Moundou, Abéché et Fada) avec des organisations professionnelles de pasteurs et d'agriculteurs, des autorités administratives et coutumières et les délégués régionaux des ministères compétents. La stratégie a ensuite été validée lors d'une réunion nationale à N'Djaména et elle est actuellement adaptée au niveau local par la Plateforme en collaboration avec le PASTOR. Finalement, il appartiendra au ministère de l'Élevage de prendre les mesures juridiques pour faire reconnaître la SNDP par le gouvernement.

#### *Code pastoral.*

Le Code pastoral est un cadre qui remplace la Loi No. 4 du 31 octobre 1959 et vise à réglementer l'utilisation des ressources pastorales, en définissant les droits et les obligations des pasteurs et des propriétaires de bêtes, en décrivant la mission des organisations de pasteurs et en suggérant des mécanismes pour la gestion et la prévention des conflits ayant trait aux ressources. Rédigé en 2010-2011 avec le concours financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Code a été approuvé par l'Assemblée nationale en 2014. Quelques semaines plus tard, le Code pastoral a été bloqué pour des raisons politiques. Actuellement, les ministères compétents (Agriculture, Élevage et Environnement et Ressources halieutiques) préparent une Loi d'Orientation Agro-sylvo-pastorale et Halieutique. Un examen du secteur rural a été réalisé et validé au niveau national et une équipe d'experts sous l'égide de la FAO travaille sur le projet.

#### *Déclaration de N'Djaména.*

Cette déclaration a été produite à la fin du colloque régional et de la conférence ministérielle de 2013 sur « L'élevage pastoral : une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces

<sup>35</sup> Les déclarations d'origine sont les suivantes : « L'activité pastorale fait partie intégrante de l'environnement. L'élevage a sa place dans les mécanismes de l'écologie et est assujéti aux mêmes lois biologiques ... le pastoralisme ne dégrade pas nécessairement l'environnement et peut fournir des avantages environnementaux notables. » Objectif : « Reconnaître le pastoralisme comme une activité de mise en valeur au même titre que les activités agricoles et forestières. » (République du Tchad 2008, 20, 43, 69).

saharo-sahéliens ». Les signataires de la Déclaration ont trouvé que « l'élevage pastoral et le commerce étant l'une des principales occupations humaines légales et pacifiques des zones concerné[e]s, ils y constituent une ligne de défense essentielle contre l'insécurité par l'occupation de l'espace ». Ils recommandent la promotion de l'élevage pastoral transhumant et invite les États à : i. « placer l'élevage pastoral au cœur des stratégies de stabilisation et de développement à court, moyen et long terme des espaces saharo-sahéliens ; et ii. « définir et mettre en œuvre des politiques volontaristes et cohérentes d'amélioration de la gouvernance, de renforcement de la résilience et d'amélioration de la viabilité économique et sociale des systèmes d'activités des espaces saharo-sahéliens. » (Déclaration de N'Djaména 2013, 4).

### 2.2.2 Cadre juridique

#### *Loi sur le Nomadisme (Loi No. 4 du 31 octobre 1959).*

La Loi No. 4 est un instrument colonial cohérent avec l'objectif qui consistait à contrôler le mouvement des pasteurs et à promouvoir leur sédentarisation. D'après cette loi, la mobilité pastorale doit faire l'objet d'une autorisation renouvelable chaque année par les autorités régionales qui décident également de la date à laquelle les populations peuvent se déplacer (Article 6) ; le déplacement doit de surcroît suivre un itinéraire défini à l'avance par une commission spéciale (Article 7). Le Code pastoral ayant été bloqué, cette loi reste en vigueur malgré son fondement dépassé et les nombreux problèmes associés à son application.

#### *Code de l'eau.*

La Loi No. 016/PR/99 du 18 août 1999 portant Code de l'eau<sup>36</sup> définit le cadre juridique du secteur de l'eau au Tchad. Fondé sur le principe de l'équité nationale, le Code définit l'eau comme un bien public et collectif et il établit les règles pour son utilisation, son exploitation et sa protection. Seule une poignée d'articles renferment des dispositions pertinentes pour les systèmes pastoraux. L'utilisation de l'eau est

définie en supposant la stabilité de l'emplacement et l'uniformité du besoin. Les usagers mobiles ou de passage comme les pasteurs, qui ont besoin de volumes d'eau relativement élevés de façon discontinue ou intermittente ne sont pas pris en compte. En vertu de cette législation, quelqu'un qui monte une exploitation agricole le long d'un cours d'eau ou autour d'un puits est reconnu comme un usager ayant des droits et des obligations ; les critères de la définition ne reconnaissent pas comme des usagers les pasteurs dont l'accès à l'eau, discontinu, a été bloqué par ce type d'exploitation<sup>37</sup>.

#### *Régime foncier et droits coutumiers.*

Le régime foncier au Tchad continue d'être réglementé par la Loi No. 24/PR/67 du 22 juillet 1967 sur la propriété foncière et les droits coutumiers qui assimile effectivement toutes les terres pastorales à « des terres vacantes et sans maître ». L'article 13 stipule que « toute terre non immatriculée est réputée vacante et sans maître, à moins que ne soit rapportée la preuve du contraire ». L'article 14 prévoit que la preuve de l'immatriculation peut résulter de la « constatation officielle d'une mise en valeur ». L'article 15 donne à l'État le droit d'immatriculer les terres vacantes et sans maître « en son nom » ; lorsque les droits coutumiers n'entraînent pas la mise en valeur, l'État peut les supprimer. L'article 17 stipule que « la mise en valeur doit se traduire au minimum par une emprise permanente et visible sur le sol ».

#### *Foresterie.*

La foresterie est régie par les Lois Nos. 23, 24 et 25 du 22 juillet 1967 (et les décrets ultérieurs) ainsi que la Loi No. 014/PR/98 du 17 août 1998 sur la protection de l'environnement. Du fait de la présence d'ombre et de la riche diversité des plantes fourragères, les forêts jouent un rôle important dans l'écosystème pastoral. Malheureusement, la législation actuelle sur la foresterie est plutôt silencieuse à propos des systèmes pastoraux.

<sup>36</sup> Le Code de l'eau a été actualisé par l'Ordonnance n° 018/PR/2011 du 1er mars 2011.

<sup>37</sup> Dans la pratique, ces lois ne sont quasiment jamais appliquées. Dans les zones rurales du Tchad, ce sont les pratiques traditionnelles qui s'imposent. Aux yeux de la Loi islamique (Sharia), l'eau est un don de Dieu et personne n'a le droit de la refuser à quiconque, sous peine de s'exposer au châtement de Dieu. Cela s'applique aussi aux sources d'eau privées comme les puisards ou les puits. Toutefois, il existe des règles d'accès, souvent explicites, que chacun doit respecter.

### *Négoce et vente par les producteurs.*

Le secteur de l'élevage est soumis à la même législation que toutes les activités commerciales. Certains aspects spécifiques sont traités dans les textes qui réglementent le commerce intérieur : le Décret No. 64 du 21 décembre 1974 and et le Décret No. 21 du 31 janvier 1995 (à propos des formalités non fiscales) et le Décret No. 138bis/PR/MEHP/88 (exportation de bétail et de produits de l'élevage). Globalement, au Tchad, il n'y a pas de texte juridique qui porte spécifiquement sur la commercialisation du bétail.

### **2.2.3 Cadre institutionnel**

#### *Institutions publiques*<sup>38</sup>

*Au niveau national.* Les institutions chargées de la mise en œuvre des politiques gouvernementales sur le développement pastoral sont le ministère de l'Élevage et des Productions animales et le ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement. Les autres ministères impliqués sont le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Environnement et des Ressources halieutiques, le ministère de l'Éducation nationale, par le biais de la Direction de la Promotion des Écoles nomades et le ministère de la Santé publique, par le biais du programme sur la santé dans un contexte nomade.

*Au niveau local.* Le développement de l'hydraulique pastorale est une responsabilité partagée entre le ministère de l'Élevage (chargé d'évaluer les besoins et d'organiser les usagers) et le ministère de l'Hydraulique (chargé de construire et de remettre en état les infrastructures). Depuis 2009, les ministères gouvernementaux sont représentés au niveau local par leurs délégations régionales, qui sont les entités chargées de la mise en œuvre des politiques sur le terrain. Toutefois, pour l'heure, le ministère de l'Hydraulique n'a pas de délégation dans la région du Sila. Par ailleurs, la délégation régionale du ministère de l'Élevage est relativement fragile, avec deux secteurs vétérinaires (Goz Beida et An-Dam)

et seulement cinq postes de vétérinaires occupés sur les onze qui sont à pourvoir. Au niveau local, les services techniques publics manquent de ressources pour fonctionner dans un contexte pastoral. Ils manquent du matériel de base et dépendent d'un financement externe. Au cours des deux dernières années, le gouvernement a été incapable d'honorer ses engagements budgétaires<sup>39</sup>.

#### *Organisations professionnelles d'éleveurs.*

Il existe une quinzaine d'organisations aux niveaux national et régional, généralement avec une participation limitée des membres, sauf leurs responsables directs.

*Au niveau national.* Les organisations les plus visibles sont la CONFENET, la CONFIFET, la CONORET, le SNCCBT et le SNECBBT<sup>40</sup>, ainsi que les institutions coutumières par le biais de l'Association de la Chefferie Traditionnelle du Tchad. Les commissions mixtes, telles que le comité pour la gestion et la prévention des conflits, sont aussi actives dans le contexte du pastoralisme.

*Au niveau local.* Les organisations nationales sont représentées au niveau local par des fédérations, des unions et des groupements. Le Dar Sila compte trois fédérations, toutes récemment créées : la Fédération des Éleveurs ; la Fédération des Commerçants du Bétail ; et la Fédération des Bouchers ; ainsi que plus de 850 groupements d'intérêt pastoral ou GIP. Si elles sont nombreuses et globalement prometteuses, ces organisations se débattent encore avec les défis associés à des structures fragiles, de piètres capacités et le développement d'une vision claire.

#### *Organisations de la société civile actives dans le développement pastoral*

Association de Médiation entre Cultivateurs et Éleveurs au Tchad (AMECET). L'AMECET a élaboré des initiatives importantes qui visent à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans les régions agricoles par la création de comités

<sup>38</sup> Une liste des principales institutions pastorales locales et nationales est fournie à l'Annexe 3.

<sup>39</sup> Outre les salaires du personnel, certains ministères comme le ministère de l'Éducation nationale et de la Santé publique ont reçu environ 50 % de leur budget. Le ministère de l'Élevage et le ministère de l'Agriculture n'ont reçu que 5 % de leurs dotations.

<sup>40</sup> Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad (CONFENET) ; Confédération Interprofessionnelle de la Filière Élevage au Tchad (CONFIFET) ; Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad (CONORET) ; Syndicat National des Commerçants et Convoyeurs de Bétail du Tchad (SNCCBT) ; Syndicat National des Éleveurs, Commerçants et Bergers de Bétail du Tchad (SNECBBT).

d'entente. L'AMECET promeut également une éducation pour la paix dans les zones rurales.

Association pour le Développement Régional du Batha (ARDB). L'ARDB est une ONG nationale active dans des projets d'éducation de base dans un contexte nomadique.

Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPR). Le CNCPR soutient le dialogue sur la définition des politiques agricoles. Il comprend une représentation robuste des organisations professionnelles de pasteurs et d'agriculteurs.

Plateforme Sous-régionale Agropastorale KAWTAL<sup>41</sup>  
Créée en 2014, la KAWTAL est une organisation de pasteurs peuls du Tchad, du Cameroun et de République centrafricaine. Elle travaille à la gestion des conflits et à l'amélioration du dialogue entre agriculteurs et éleveurs. Elle se targue d'une expérience couronnée de succès dans la réduction des conflits associés à un retour précoce des troupeaux nomades dans le sud<sup>42</sup>.

Réseau Billital Maroobe (RBM). Le RBM est un réseau régional d'organisations pastorales créé en 2002-2003 au Niger, au Mali et au Burkina Faso dans le but de défendre les intérêts des pasteurs nomades. Désormais également opérationnel au Bénin, en Mauritanie, au Nigéria, au Sénégal, au Tchad et au Togo, RBM est le plus grand réseau pastoral d'Afrique.

### *La Plateforme Pastorale du Tchad*<sup>43</sup>

En 2011, le Colloque national sur la politique sectorielle du pastoralisme au Tchad, qui comprenait une table ronde avec les principales organisations de pasteurs et huit ministères impliqués dans le développement pastoral, a rédigé un document regroupant 29 recommandations. La Plateforme Pastorale des Acteurs du Développement Pastoral au

Tchad est le fruit de la Recommandation 27 : « Mettre en place une plateforme permanente (gouvernement, partenaires, pasteurs) pour le suivi de la matérialisation des recommandations du colloque et l'élaboration et la mise en œuvre d'un planning d'activités relatives au pastoralisme ». Parmi les partenaires techniques et financiers à ce jour, on peut citer la Banque mondiale, le PNUD-FAO-FIDA, la BAD, l'Union européenne, la Coopération française, la Coopération suisse, le Fonds pour le Soudan, le Fonds pour le Koweït, la BID, la BADEA, et le Fonds de l'OPEP.

La Plateforme entend fournir un espace de dialogue entre les différents acteurs du développement pastoral, au-delà de l'approche sectorielle de chaque partie. La Plateforme a été le moteur derrière d'importants projets comme le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), le Projet de Renforcement de l'Élevage Pastoral dans les Régions du Batha, de l'Ennedi et du Waadi Fira au Tchad (PREPAS) et le Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral (PASTOR).

<sup>41</sup> Mot fulfulde qui veut dire « union/réunion ».

<sup>42</sup> L'incidence des conflits associés à un retour précoce dans le sud des troupeaux nomades est accrue par le fait que les agriculteurs sont pris par surprise. La KAWTAL a mis en place un système permettant de réduire l'effet de surprise. Les membres de la KAWTAL aux rangs des éleveurs transhumants informent leur délégué régional KAWTAL de leur position au fil de leur migration. Le délégué régional informe les chefs de village le long de la route de transhumance et l'information est transmise aux autorités villageoises de manière à ce qu'elles puissent se préparer à l'arrivée des troupeaux. La communication se fait par téléphone mobile en disant simplement « Nous sommes x [nombre] à [lieu] et nous devrions arriver au village x dans x jours. »

<sup>43</sup> <http://www.plateforme-pastorale-tchad.org>.

# 3<sup>E</sup> Partie. Conclusions et recommandations

Comme les systèmes pastoraux partout ailleurs dans le pays, le complexe pastoral du Tchad oriental<sup>44</sup> a été happé dans les cercles vicieux actuels de maladaptation et de vulnérabilité par une longue histoire de malentendus qui se sont soldés par des interventions de développement inappropriées. De telles interventions reposaient largement sur la prémisse, incorrecte, selon laquelle la variabilité de l'environnement, ou des modes de pâturage, avait besoin de céder la place à la stabilité et l'uniformité. Conservé aveuglément pendant des décennies, cette prémisse a déclenché des processus de division sociale et une perte de spécialisation complémentaire des moyens de subsistance pastoraux et agricoles, ce qui a augmenté la concurrence entre des stratégies de subsistance imbriquées. Si les interventions mal avisées n'ont (heureusement) pas réussi à mettre un terme à la mobilité, elles ont déstabilisé et souvent perturbé des schémas pourtant éprouvés et forcé les producteurs dans des processus aléatoires plus coûteux et souvent plus risqués. Au niveau du complexe du Tchad oriental, ces processus ont augmenté la friction sociale et compromis des éléments cruciaux du tissu socio-économique, et la base institutionnelle coutumière d'interconnectivité et de réciprocité. Il s'ensuit que les pasteurs et les agriculteurs sont globalement moins productifs et plus vulnérables face aux secousses, et les conflits ont augmenté.

La reconstruction de la résilience dans un tel contexte exige une approche radicalement nouvelle, fondée sur l'appréciation du fait que la variabilité est un élément structurel et indissociable. La route pour garantir la résilience — et avec elle la paix sociale, une production fiable et la croissance économique — passe par la protection et la promotion de la

variabilité que les gens s'efforcent d'intégrer dans leur processus de production — à commencer par la mobilité stratégique. La résilience du complexe pastoral du Tchad oriental, et du Dar Sila par voie de conséquence, y compris tous les systèmes de subsistance de la région, pas seulement ceux des pasteurs, repose sur la connectivité socio-économique entre des groupes spécialisés comme base de complémentarité et de réciprocité. Son moteur est la mobilité pastorale et, avec elle, la logique qui consiste à s'adapter à la variabilité de l'environnement en introduisant de la variabilité dans les processus de production. Dans ce contexte, tout programme de renforcement de la résilience se doit de respecter cette logique et de travailler avec elle.

Ce qui suit constitue un ensemble de recommandations stratégiques formulé à l'intention du projet BRICS, sur la base de notre conception des activités de Concern et de son avantage comparatif dans le Dar Sila. Les recommandations sont organisées par niveau d'intervention, en partant du principe que même les interventions particulièrement ciblées sur les communautés locales devraient être conçues et réalisées en lien avec le contexte plus large du complexe du Tchad oriental et de la scène nationale du développement pastoral. Ces recommandations sont aussi directement pertinentes pour un public plus large de parties prenantes nationales et internationales. Nous reconnaissons que la mise en place de ces recommandations nécessitera les efforts concertés d'une foule d'organisations à tous les niveaux.

<sup>44</sup> Dans ce rapport, le « complexe du Tchad oriental » fait référence au complexe des systèmes pastoraux actifs dans l'est du Tchad, depuis l'Ennedi et le Borkou oriental jusqu'à Salamat, y compris leurs liens avec l'agriculture, le commerce, et d'autres stratégies de subsistance.

## 3.1 Dans le Dar Sila

### 1. Renforcer les capacités institutionnelles de façon à leur permettre de travailler avec les systèmes pastoraux.

- Promouvoir la création d'un cadre multipartite de renforcement des capacités pour comprendre et travailler avec les systèmes pastoraux du Tchad. Offrir des formations aux autorités pertinentes en matière d'administration et d'application de la loi foncière et aux organisations pastorales, en mettant un accent particulier sur l'analyse et l'arbitrage des conflits, et sur les efforts de consolidation de la paix à l'issue d'un conflit.
- Prendre les devants avec l'adoption d'une approche et d'un plan de renforcement des capacités pour aider les principaux acteurs à travailler plus efficacement avec les systèmes pastoraux dans le Dar Sila, en particulier pour offrir une formation aux autorités pertinentes en matière d'administration et d'application de la loi, et la Fédération Régionale des Éleveurs du Dar Sila, en mettant un accent particulier sur l'analyse et l'arbitrage des conflits dans le contexte du complexe pastoral du Tchad oriental.

### 2. Développer des infrastructures stratégiques afin de soutenir la mobilité pastorale.

- Créer des points d'eau pastoraux dans la « forêt sèche » (la zone nord du Dar Sila, qui manque le plus d'eau pour les migrations pastorales), dans le but précis de soutenir la mobilité, d'ouvrir de nouveaux pâturages et de permettre une migration plus lente vers le sud à la fin de la saison des pluies, de manière à réduire le risque de clash en cas d'arrivée avant la récolte. Ces actions devraient être réalisées en concertation avec toutes les parties prenantes (les pasteurs, les agriculteurs, les autorités administratives et coutumières, etc.) et devraient être cautionnées par des accords formels afin d'éviter le risque de résultats pervers (p. ex. accaparement des infrastructures par des individus ou à des fins non pastorales ; adoption de pratiques écologiquement non durables). Les emplacements exacts devraient être décidés au

terme d'un processus consultatif avec toutes les parties prenantes, à commencer par les éleveurs qui seraient les usagers potentiels.

- Soutenir la Fédération Régionale des Éleveurs du Dar Sila, en particulier en trouvant une solution au problème auquel sont confrontés les pasteurs lorsqu'ils traversent les fleuves saisonniers (Bahr Azoum, Batha et Doué) avec leurs troupeaux (p. ex. en contribuant à la construction de passerelles pour les gens à pied et pour les troupeaux).
- Soutenir la création de mécanismes de communication fonctionnels visant à faciliter la mobilité pastorale et à diminuer le risque de conflits violents ; par exemple, explorer la possibilité de reproduire et d'adapter l'expérience de la Plateforme en améliorant la communication entre les unités de migration et les autorités villageoises afin de préparer l'arrivée (voir plus haut la Section 2.2.3 et la note de bas de page 40)<sup>45</sup>.
- Promouvoir des tribunes pour encourager le dialogue entre groupes de producteurs et entre les groupes de producteurs et les autorités locales, dans le Dar Sila et au niveau du complexe du Tchad oriental. Le nombre de producteurs de la région qui demandent un climat de paix pour gérer leurs affaires semble augmenter, ce qui offre un élan favorable.

### 3. Mettre l'accent sur l'innovation et l'adaptation.

- Explorer des manières d'adapter le modèle des auxiliaires d'élevage pour obtenir un meilleur cadrage avec le besoin de services de santé animale au niveau de l'unité de migration et le moment où le troupeau n'est pas à proximité des centres habités. En particulier, explorer des façons de former, soutenir et coordonner un grand nombre de CAHW au sein des systèmes pastoraux (c.-à-d. former vraiment des éleveurs nomades au lieu de la pratique actuelle de former des auxiliaires qui ne sont pas pasteurs eux-mêmes).
- Explorer des façons de garantir une continuité des services de santé pour les ménages qui se

<sup>45</sup> Il y a aussi une expérience pertinente au Darfour par SOS Sahel et dans les négociations au Soudan du Sud — des conférences pré-migration qui ont rencontré un franc succès (Helen Young).

déplacent dans des zones desservies par des centres de soin différents. Par exemple, tirer parti des opportunités qui sont données par la vulgarisation des téléphones mobiles dans les communautés pastorales pour remplacer les dossiers en papier (facilement perdus ou abîmés), voire même mettre en place des façons innovantes d'identifier les usagers des services et les « accompagner » avec les informations nécessaires tirées d'une base de données centralisées (comme le font déjà les applications de banque mobile)<sup>46</sup>. Il existe de nombreux exemples d'utilisation innovante de technologie mobile pour améliorer les soins aux patients<sup>47</sup>, et toute initiative de ce type au Tchad devrait prêter une attention particulière aux besoins des pasteurs.

- Explorer des manières de garantir la couverture des enfants et des adultes par des programmes de vaccination systématique contre la polio qui tiennent compte des conditions particulières des ménages pastoraux nomades ; explorer des façons de mieux surveiller cette couverture.
- Soutenir la recherche d'approches innovantes pour surmonter le besoin de se sédentariser pour obtenir une visibilité administrative et une reconnaissance de la mise en valeur des terres (p. ex. en exploitant les opportunités offertes par les nouvelles technologies). Cette question devrait être officiellement abordée dans les discussions avec la Plateforme Pastorale.
- Utiliser des méthodes d'enquête qui conviennent pour les populations nomades. Une approche, récemment testée avec les populations pastorales nomades dans l'Arfar en Éthiopie, utilise une méthode d'échantillonnage par grappes géographiques aléatoires basée sur des variables indicatives de la densité démographique afin de stratifier, de pondérer et d'échantillonner une région sur la base de la probabilité d'y trouver des populations pastorales<sup>48</sup>. Une autre méthodologie (testée au Mali et en Éthiopie)

utilise la structure organisationnelle interne des groupements de pasteurs. Tout d'abord, des informateurs clés sont utilisés pour identifier des groupes de ménages qui se déplacent avec leurs troupeaux (la méthodologie les appelle des « troupes »), et voir comment ils sont structurés socialement et géographiquement. Une fois les « troupes » identifiées, on a recours à un sondage classique par grappes à deux étapes<sup>49</sup>. Tout programme qui travaille dans des régions où se trouvent des populations pastorales a besoin d'adapter des méthodologies appropriées pour inclure et saisir des informations sur ces populations.

## 3.2 Au niveau national

### *1. Contribuer à promouvoir le dialogue entre les pasteurs d'un côté et l'État avec ses partenaires techniques et financiers de l'autre.*

L'accès aux services de base, l'obtention d'une visibilité administrative et l'accès aux ressources de subsistance essentielles ne devraient pas être sous réserve d'une sédentarisation et se faire au prix d'une productivité réduite et d'un risque accru de paupérisation et de conflit. Comme les systèmes pastoraux mobiles sont enfin reconnus comme un secteur important de l'économie nationale et comme un atout potentiel dans la lutte contre l'insécurité au Sahel (Déclaration de N'Djaména 2013 ; Déclaration de Nouakchott 2013), un « rééquilibrage » de la politique pertinente et des cadres juridiques est nécessaire pour rectifier le legs d'antagonisme et d'exclusion technique. Ce processus est difficile et délicat et il ne pourra réussir qu'au moyen d'un dialogue franc entre toutes les parties concernées. La promotion, le soutien et le suivi d'un tel dialogue aux niveaux national et régional est une contribution vitale à l'objectif à long terme visant à accroître la résilience des systèmes pastoraux dans l'est du Tchad et, par conséquent, dans le Dar Sila. Intégrer

<sup>46</sup> En 2013, un opérateur de réseau mobile au Tchad (Tigo) a exploré des options pour introduire un service de santé à distance (interview avec Paul Langlois Meurinne, Chef du projet Tigo Cash, 8 mars 2013, Mission d'évaluation IED-AFD/Hydraulique Pastorale TCHAD, Annexes du Rapport final).

<sup>47</sup> D'après l'Observatoire africain de la Santé (AHO) de l'OMS, les services de santé mobile (ou « m-santé ») existent depuis 2015 au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Nigéria, en Afrique du Sud et au Rwanda (AHO 2015). Voir aussi OMS (2017).

<sup>48</sup> Himelein et al. (2013).

<sup>49</sup> <https://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/psm-innovations-case-study.pdf>.



tous les indicateurs pertinents pour les pasteurs dans le système d'alerte précoce en temps réel (p. ex. les choses qui affectent la mobilité).

## 2. Soutenir la Plateforme pastorale et la mise en œuvre du Plan National de Développement de l'Élevage (PNDE) parallèlement à la Stratégie nationale de développement pastoral (SNDP).de l'Élevage (PNDE) consistently with the National Pastoral Development Strategy (SNDP).

La mise en œuvre effective et efficiente du PNDE parallèlement à la SNDP exige un forum de pilotage multipartite et plurisectoriel. La Plateforme Nationale des Acteurs du Développement Pastoral pourrait remplir ce rôle : elle sert déjà d'interface entre les acteurs étatiques et non étatiques impliqués dans les politiques publiques qui affectent le secteur pastoral ; elle est idéalement bien placée pour renforcer la dynamique générée par les assemblées de parties prenantes à N'Djaména (2013), Nouakchott (2013) et Niamey (2013<sup>50</sup>). Ces consultations doivent être efficaces à la fois dans la formulation de politiques publiques et dans le niveau d'interventions directes sur le terrain.

## 3. Renforcer le rôle des organisations pastorales dans le processus permanent de développement du secteur de l'élevage.

Le développement effectif et durable du secteur de l'élevage ne peut se produire qu'à la faveur d'un dialogue avec les producteurs. La possibilité et le succès d'un tel dialogue dépendent de l'existence d'organisations pastorales compétentes et dynamiques. Il en va donc de l'intérêt de l'État et de ses partenaires techniques et financiers de contribuer à leur renforcement. L'assistance technique et le soutien financier au renforcement des capacités des organisations pastorales s'imposent tout particulièrement sur les points suivants : i. l'aptitude à impliquer les membres des associations locales à renforcer leur propre vision et leur activité de plaidoyer ; ii. la représentation, notamment du point de vue de leur structure et de leur aptitude à associer et gérer « l'unité et la diversité » ; iii. leur aptitude à fournir un ensemble de services à leurs membres ; iv. leur capacité à promouvoir des systèmes de financement suffisamment autonomes.

## 4. Se lancer dans un plaidoyer.

Principaux thèmes de plaidoyer:

- Avec le ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales (MDPPA) : rendre tous leurs services techniques décentralisés au Dar Sila (délégation, secteur et postes) opérationnels et pertinents pour les populations pastorales;
- Avec le gouvernement national : remplacer la Loi de 1959 sur le nomadisme. Le secteur pastoral (80 % du secteur de l'élevage) a besoin d'un cadre juridique actualisé, centré sur le principe de protection de la mobilité stratégique et de l'interconnectivité avec d'autres systèmes de production et subsistance;
- Avec le gouvernement national et les autorités locales au Dar Sila : tenir compte, dans toutes les politiques de développement, du besoin de soutenir les systèmes pastoraux et la mobilité stratégique pastorale — y compris en envisageant des moyens d'adapter les systèmes d'informations sanitaires et les services de santé pour qu'ils parviennent à s'occuper efficacement des communautés pastorales nomades;
- Avec le gouvernement national et ses partenaires techniques et financiers, ainsi qu'avec d'autres acteurs pertinents du développement : générer un consensus sur le besoin de protéger les systèmes pastoraux en guise d'étape clé dans une stratégie de lutte contre l'insécurité alimentaire, pas seulement au sein des populations pastorales mais à l'échelle des réseaux socio-économiques plus larges comme le complexe pastoral du Tchad oriental, et donc en incluant des groupes qui ne sont pas directement impliqués dans l'élevage, comme les agriculteurs et les réfugiés.

*À l'issue de la finalisation de cette étude en avril 2017, Concern Tchad l'a utilisée pour développer de nouvelles activités, axées sur la prévention et la gestion des conflits (voir l'Annexe 1).*

<sup>50</sup> Conférence de haut niveau « Sur la problématique de l'éducation en milieu nomade dans l'espace sahélo-saharien », Niamey, 2-5 décembre 2013.

# Références

- AHO (Observatoire africain de la Santé). 2015. Mobile health: Transforming the face of health service delivery in the African region. March.
- Aubague, S. et C. Hesse. 2008. Securing pastoralism in East and West Africa: Protecting and promoting livestock mobility. Chad desk review.
- Aubague, S. et P. Grimaud. 2011. Réflexion sur l'évolution de la mobilité des pasteurs nomades au Tchad : Sédentarisation ou transhumance ? Dans Actes du colloque national : « La politique sectorielle du pastoralisme au Tchad. Quelles orientations ? » eds. I. O. Alfaroukh, N. Avella et P. Grimaud. 1-3 mars. République du Tchad, Ministère de l'Élevage et des Ressources Animales, N'Djaména.
- Baker, R. 1975. "Development" and the pastoral people of Karamoja, North Eastern Uganda. An example of the treatment of symptoms. Dans *Pastoralism in tropical Africa*, ed. T. Monod. Oxford : Oxford University Press.
- Barraud, V., O. M. Saleh et D. Mamis. 2001. L'élevage transhumant au Tchad oriental. Ministère de l'Élevage, Ministère de l'Environnement et de l'Eau, Vétérinaires Sans Frontières (VSF)-Tchad, N'Djaména.
- BCIMT 2014. Bulletin conjoint d'information sur les marchés au Tchad (juin 2014). Simpa/DPSA, SISAAP, FEWS NET, PAM, FAO, ACTED, N'Djaména.
- Behnke, R. H. et I. Scoones. 1993. Rethinking range ecology: Implications for rangeland management in Africa. Dans *Range ecology at disequilibrium: New models of natural variability and pastoral adaptation in African savannas*, eds. R. H. Behnke, I. Scoones et C. Kerven. Londres : Overseas Development Institute (ODI).
- Bonfiglioli, A. M. 1990. Pastoralisme, agro-pastoralisme et retour itinéraires sahéliens. *Cahiers des Sciences Humaines* 26 (7-2): 255-266.
- Bonfiglioli, A. M. 1992. L'agro-pastoralisme au Tchad comme stratégie de survie. Essai sur la relation entre l'anthropologie et la statistique. Banque mondiale, Washington, DC.
- Bonnet, G. et G. Guibert. 2014. Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme. Trajectoires de familles de pasteurs (1972-2010). *Afrique Contemporaine* 1 (249).
- Breman, H. et C. T. De Wit. 1983. Rangeland productivity and exploitation in the Sahel. *Science, New Series* 221 (4618): 1341-1347.
- Corniaux, C., B. Thébaud et D. Gautier. 2012. La mobilité commerciale du bétail entre le Sahel et les pays côtiers : l'avenir du convoi à pied. *Nomadic Peoples* 16 (2): 5-31.
- Déclaration de N'Djaména. 2013. Élevage pastoral : Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens. N'Djaména, 29 mai 2013. Colloque régional et conférence ministérielle. 27-29 mai. (Disponible aussi en anglais : N'Djamena Declaration on the Contribution of Pastoral Livestock to the Security and Development of the Saharo-Saharan Areas.)

- Déclaration de Nouakchott sur le Pastoralisme. 2013. Mobilisons ensemble un effort ambitieux pour un pastoralisme sans frontières. 29 octobre. (Disponible aussi en anglais : Nouakchott Declaration on Pastoralism. Mobilizing Jointly an Ambitious Effort to Ensure Pastoralism without Borders.)
- Duteurtre, G., H. Kamil et A. Le Masson. 2002. Étude sur les sociétés pastorales au Tchad. Rapport de synthèse. Rapport CIRAD-EMVT n. 02-051. CIRAD-EMVT, Montpellier.
- FEWS NET (Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine). 2014. Perspectives sur la sécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire de crise s'est installée dans les zones localisées du Sahel. Avril-septembre. <http://www.fews.net/fr/west-africa/chad/food-security-outlook/april-2014>.
- Gubbels, P. 2014. Chad national policy review using a resilience lens. BRACED Program.
- Guibert, B., A. B. Bécher et D. Madjidé. 2014. Étude prospective : État des lieux et éléments stratégiques pour le développement pastoral au Tchad. Rapport d'étude. Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (IRAM), Paris et Montpellier.
- Harvey, D. 2012. Context analysis report for Dar Sila Region, Eastern Chad. Concern Worldwide, N'Djaména.
- HCR/PAM (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés/Programme alimentaire mondial). 2016. Mission d'évaluation conjointe HCR/PAM de la situation des réfugiés centrafricains et soudanais au Tchad. Données collectées en avril-mai 2016. HCR et PAM, Genève et Rome.
- Himelein, K., S. Eckman et S. Murray. 2013. The use of random geographic cluster sampling to survey pastoralists. Banque mondiale, Washington, DC.
- Huguenin, J. 2005. Un regard sur le pastoralisme à travers le monde, orienté vers les régions tropicales et méditerranéennes. Rencontre Nationale du Pastoralisme Française (AFPF), APCA-AFP, Chambres d'Agriculture n. 940, Dossier Le pastoralisme collectif en France.
- IIED (Institut International pour l'Environnement et le Développement) et SOS Sahel. 2009. Modernité, mobilité. L'avenir de l'élevage dans les zones arides d'Afrique, ed. Helen de Jode. IIED et SOS Sahel International UK, Londres.
- INSEED (Institut National de la Statistique des Études Économiques et Démographiques). 2004. Note de cadrage macroéconomique. Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération, N'Djaména.
- INSEED (Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques). 2010. Deuxième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH2, 2009). Ministère du Plan, du Développement et de la Coopération, N'Djaména.
- Kaufmann, B. A. 2007. *Cybernetic analysis of socio-biological systems: The case of livestock management in resource-poor environments*. Weikersheim : Margraf Publishers GmbH.
- Koussou, M. O. 2013. Économie et fiscalité pastorale: Quels obstacles au développement équitable de la filière bétail. Article présenté au colloque régional : « Élevage pastoral. Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens ». 27-29 mai. N'Djaména.
- Koussou, M. O. et G. Duteurtre. 2002. Diagnostic et propositions en vue de moderniser le commerce et la transformation des produits de l'élevage au Tchad. Rapport de mission d'appui au PASEP.

- Koussou, M. O. et L. Liagre. 2003. Le rôle des régions soudaniennes tchadiennes dans la commercialisation du bétail entre le Tchad et le Nigeria. Rapport de mission. Laboratoire de recherches vétérinaires et zootechniques de Farcha/IRAM.
- Koussou, M. O. et S. Aubague. 2010. Étude: « Économie et fiscalité pastorale ». Ministère de l'Élevage et des Ressources Animales, République du Tchad, N'Djaména.
- Krätli S., M. Monimart, B. Jalloh, J. Swift et C. Hesse. 2013. Secteur de l'hydraulique pastorale au Tchad. Évaluation et capitalisation de 20 ans d'interventions de l'AFD. Évaluation de l'AFD No. 51, Agence Française du Développement, Paris. (Aussi disponible en anglais : Krätli S., M. Monimart, B. Jalloh, J. Swift, and C. Hesse. 2014. Pastoral Water Development in Chad. Evaluation of AFD Interventions over 20 years. AFD Evaluation n 51. French Development Agency (AFD), Paris.)
- Krätli, S. 2008. Future scenario planning with WoDaaBe herders in Niger. Final report. IIED, Londres.
- Krätli, S. 2015. Valuing variability. New perspectives on climate resilient drylands development. IIED, Londres.
- Krätli, S. 2016. Discontinuity in pastoral development: Time to update the method. *OIE Scientific and Technical Review* 35 (2): 485-497.
- Krätli, S. et N. Schareika. 2010. Living off uncertainty. The intelligent animal production of dryland pastoralists. *European Journal of Development Research* 22 (5): 605-622.
- Krätli, S., B. Kaufmann, H. Roba, P. Hiernaux, W. Li, M. C. Easdale et C. Hülsebusch. 2015. A house full of trap doors. Identifying barriers to resilient drylands in the toolbox of pastoral development. Discussion paper. IIED, Londres.
- Landais, E. et P. Lhoste. 1990. L'association agriculture-élevage en Afrique intertropicale: Un mythe techniciste confronté aux réalités du terrain. *Cahiers des Sciences Humaines* 26 (1-2): 217-235.
- Levine, S. et I. Mosel. 2014. Supporting resilience in difficult places. A critical look at applying the "resilience" concept in countries where crises are the norm. Human Policy Group (HPG) commissioned report. ODI, Londres.
- Liagre, L., D. Balami, H. Ngaradoum, M. O. Koussou et F. Lienou. 2004. Recent developments and future challenges for the livestock trade between Chad and Nigeria. IRAM, Montpellier.
- MARAG 2011. *Summary Report and Global Action Plan: Women Pastoralists 2011-2013*. Outcomes and Next Steps from the Global Gathering of Women Pastoralists, Mera, India November 21-26, 2010.
- Marshak, A., H. Young et A. Radday. 2016. Water, livestock, and malnutrition: Findings from an impact assesement of "Community Resilience to Actue Malnutrition" programming in the Dar Sila Region of Eastern Chad, 2012-2015. Feinstein International Center, Friedman School of Nutrition Science and Policy à la Tufts University, Boston.
- Marty, A. 1999. La division sédentaires-nomades. Le cas de la boucle du Niger au début de la période coloniale. Dans *Le pouvoir du savoir : de l'Arctique aux Tropiques*, eds. L. Holtedahl, S. Gerrard, M. Z. Njeuma et J. Boutrais. Karthala, Paris.

- Marty, A., A. Eberschweiller et Z. Dangbet. 2009. *Au cœur de la transhumance. Un campement chamelier au Tchad central; septembre 2006-avril 2007*. Paris et Orléans : Antea, IRAM et Karthala.
- Marty, A., P. Sougnabé, D. Djatto et A. Nabia. 2010. Cause des conflits liés à la mobilité pastorale et mesures d'atténuation. Rapport d'étude, Direction de l'organisation pastorale et de la sécurisation des systèmes pastoraux. Ministère de l'Élevage et des Ressources Animales, N'Djaména.
- Massuyeau, B. 2002. *Analyses et perspectives macro-économiques du Tchad*. AFD, Paris.
- MDPPA (Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales). 2010. Rapport annuel 2010, Direction des études, des statistiques, de la programmation et des archives du Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales, N'Djaména.
- MDPPA (Ministère du Développement Pastoral et des Productions Animales). 2016. Rapport annuel 2016 de la Délégation Régionale de l'Élevage du Dar Sila, Goz Beida.
- Mortimore, M. et W. M. Adams. 1999. *Working the Sahel: Environment and society in northern Nigeria*. Londres : Routledge.
- OMS (Organisation mondiale de la Santé). 2017. WHO and ITU to use digital technology to strengthen public health services in Africa. ReliefWeb. 26 octobre. <https://reliefweb.int/report/world/who-and-itu-use-digital-technology-strengthen-public-health-services-africa>.
- PAFIB (Projet d'Appui à la Filière Bovine). 2013. Pasteurs, khalifa, damin, commerçants, convoyeurs, bouchers et tanneurs: Renforcer les capacités des acteurs de la filière bovine au Tchad. IRAM, Montpellier.
- Pagot, J. 1952. Production laitière en zone tropicale. Faits d'expérience en A.O.F. *Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux* 5 (4): 173-190.
- Pain, C. 2012. Integrated approach to improving health, nutrition and livelihood security in Dar Sila Region, Chad, 1st January 2012 to 31 December 2015 (4-year programme). Final Draft.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2010. Évaluation rapide de la sécurité alimentaire des populations réfugiées, déplacées, retournées et hôtes de l'Est du Tchad. Mission de terrain effectué du 30 juillet au 5 août 2010. PAM, Rome.
- PAM (Programme alimentaire mondial). 2012. Enquête nationale post-récoltes sur la sécurité alimentaire des ménages ruraux du Tchad, service de l'analyse de la sécurité alimentaire. PAM, Rome.
- Pica-Ciamarra, U., D. Baker, N. Morgan, A. Zezza, C. Azzarri, C. Ly, L. Nsiima, S. Nouala, P. Okello et J. Sserugga. 2014. Investing in the livestock sector. Why good numbers matter. A sourcebook for decision makers on how to improve livestock data. World Bank Report Number 85732-GLB. Banque mondiale, Washington, DC.
- République du Kenya. 2012. Releasing our full potential, sessional paper no. 8 of 2012, on National Policy for the Sustainable Development of Northern Kenya and other Arid Lands. Ministry of State for Development of Northern Kenya and Other Arid Lands, République du Kenya, Nairobi.
- République du Mali. 2001. Portant charte pastorale du Mali, loi n. 01-004 du 27 Fev 2001.

- République du Niger. 2010. Ordonnance 2010-029 relative au pastoralisme. Présidence de la République, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Niamey.
- République du Tchad. 2008. Plan National de Développement de l'Élevage (2009-2016). Ministère de l'Élevage et des Ressources Animales, N'Djaména.
- République Islamique de Mauritanie. 2000. Loi n. 2000-044 portant code pastoral en Mauritanie, 26.07.2000. Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.
- Roe, E. 2013. *Making the most of mess. Reliability and policy in today's management challenges*. Durham et Londres : Duke University Press.
- Roe, E., L. Huntsinger et K. Labnow. 1998. High-reliability pastoralism versus risk-averse pastoralism. *Journal of Environment and Development* 7 (4): 387-421.
- Salih, M. A. M. 1991. Livestock development or pastoral development? Dans *When the grass is gone*, ed. P. T. W. Baxter. Uppsala : The Scandinavian Institute of African Studies.
- Sandford, S. 2011. Pastoralism in crisis? Too many people, too few livestock. Future Agricultures, Brighton.
- Schareika, N., F. Graef, M. Moser et K. Becker. 2000. Pastoral migration as a method of goal-oriented and site-specific animal nutrition among the Wodaabe of South-eastern Niger. *Die Erde* 131: 312-329.
- Schiere, H., R. L. Baumhardt, H. Van Keulen, H. M. Whitbread, A. S. Bruinsma, T. Goodchild, P. Gregorini, M. Slingerland et B. Wiedemann-Hartwell. 2006. Mixed crop-livestock systems in semi-arid regions. Dans *Dryland agriculture*, ed. G. A. Peterson. 2nd ed. Agronomy Monograph 23, American Society of Agronomy Inc., Crop Science Society of America, Inc., Soil Science Society of America, Inc., Madison.
- Scoones, I. et W. Wolmer. 2002. Crop-livestock integration in Africa. Dans *Pathways of change in Africa. Crops, livestock & livelihoods in Mali, Ethiopia and Zimbabwe*, eds. I. Scoones et W. Wolmer. Londres : James Currey Ltd.
- Sougnabé, P. 2011. Pastoralisme en savane tchadienne : de l'intégration sociale aux conflits d'usage. Dans *La politique sectorielle du pastoralisme au Tchad. Quelles orientations ?* eds. I. O. Alfaroukh et al. Actes du colloque national, N'Djaména, 1-3 mars.
- Toulmin, C. 1983. Herders and farmers or farmer-herders and herder-farmers? ODI Pastoral Network Paper 15d. ODI, Londres.
- UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature). 2012. Soutenir les moyens de subsistance pastoraux durables - Une perspective mondiale sur les normes minimales et les bonnes pratiques. Deuxième édition - mars 2012, publiée afin de permettre une revue et une consultation à travers les fora mondiaux d'apprentissage). Bureau Régional pour l'Afrique Orientale et Australe (ESARO) de l'UICN, Nairobi. (Aussi disponible en anglais : IUCN. 2012. Supporting sustainable pastoral livelihoods: A global perspective on minimum standards and good practice. Second edition March 2012 (published for review and consultation through global learning fora). IUCN ESARO office, Nairobi.

- Union africaine (UA). 2010. Cadre pour une politique du pastoralisme en Afrique – Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens d’existence et les droits des communautés pastorales. Département d’Économie Rurale et d’Agriculture, Union africaine, Addis Abeba. (African Union (AU). 2010. Policy framework for pastoralism in Africa: Securing, protecting and improving the lives, livelihoods and rights of pastoralist communities. Department of Rural Economy and Agriculture, AU, Addis Ababa).
- van den Brink, R., D. W. Bromley et J. P. Chavas. 1995. The economics of Cain and Abel: Agro-pastoral property rights in the Sahel. *Journal of Development Studies* 31 (3): 373-399.
- VST/Burgeap. 1998. Éléments sur la mobilité de l’élevage au Tchad oriental. Document brut de capitalisation n.3. Projet Almy Bahaïm, Ministère de l’Eau et de l’Environnement, République du Tchad, Abéché.
- Walker, B. H., D. Ludwig, C. S. Holling et R. M. Peterman. 1981. Stability of semi-arid savanna grazing systems. *Journal of Ecology* 69 (2): 473-498.
- Whittle, A. 2014. Report: Conflicts between cattle herders and crop farmers in southern Chad: Suggestions for a more peaceful cohabitation, March-April. BVA (British Veterinary Association)/Cooperazione Internazionale (COOPI).
- Zakinet, D. 2013. Des transhumants entre alliances et conflits, l’exemple des Salamat Sifera et Djaatné. Colloque « Élevage pastoral. Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens ». N’Djaména (Tchad). 27-29 mai. AFD, N’Djaména.

# Annexes

## ANNEXE 1. Qu'a fait Concern suite à l'étude ?

Dans un premier temps, l'étude a été finalisée et passée en revue avec Concern Tchad en avril 2017. Ces recherches ont aidé l'équipe de Concern au Tchad à se faire une meilleure idée de la dynamique pastorale dans la zone de programme du Tchad oriental et à identifier plusieurs façons de mieux garantir que les communautés pastorales et agro-pastorales vulnérables soient correctement incluses dans la programmation de Concern en matière de résilience et, éventuellement, de secours d'urgence, conformément au mandat de Concern.

L'une des principales conclusions de l'étude portait sur les conflits entre les communautés pastorales ou agro-pastorales et les agriculteurs. Il existe de solides mécanismes classiques de résolution des conflits pour réagir aux incidents conflictuels. Toutefois, à ce jour, bien souvent les structures de leadership traditionnelles, les services publics locaux et les ONG n'ont pas eu le temps d'analyser la dynamique des conflits pour élaborer et mettre en œuvre des mesures visant à empêcher la naissance des conflits. Concern a décidé de s'attaquer en premier lieu à ce constat, car tout conflit entre les pasteurs et les agriculteurs nuit à la durabilité des deux systèmes économiques. La mobilité pastorale est perturbée par l'empiètement des terres agricoles sur leurs couloirs de migration. La production des agriculteurs est perturbée par la divagation du bétail qui endommage les cultures. Il existe des tensions fréquentes en lien avec l'utilisation des points d'eau par les deux communautés.

Pour commencer à élaborer des mesures pour prévenir et gérer les conflits, il est important que tous les acteurs concernés soient en mesure d'évaluer leurs causes profondes. Sur la base des recommandations découlant de ces recherches, Concern a facilité un atelier de deux jours sur l'analyse des conflits. Concern a emprunté des outils d'évaluation rurale participative (ERP) simples que Christian Aid avait développés pour le Nord Kenya et les a adaptés à l'analyse des conflits. Le cadre a été testé au Tchad durant l'atelier de deux jours, juste avant les migrations pastorales de septembre. Les participants étaient très divers, y compris le Sultan du Dar Sila, des chefs traditionnels et des autorités locales, des ONG, des représentants du HCR et d'autres agences des Nations Unies (ONU) et des délégués des fédérations d'éleveurs et d'agriculteurs. Durant l'atelier, des groupes formés de façon aléatoire se sont penchés sur les points suivants:

- **Profil de la zone :** Les groupes ont commencé par une discussion sur le contexte dans lequel ils vivent et travaillent afin de comprendre les systèmes agricoles et pastoraux de la région, ce dont les communautés ont besoin pour soutenir les moyens de subsistance pastoraux et agricoles et les principaux sites de conflits. Pour ce faire, ils ont:
  - Cartographié la zone, y compris les principaux lieux de conflit ;
  - Créé des calendriers saisonniers qui identifient les saisons sèche et humide, les périodes de production agricole et les périodes de migration ;
  - Décrit le profil économique des éleveurs et des agriculteurs.
- **Acteurs de la zone et leur implication dans les conflits :** Les groupes ont ensuite identifié les types de communautés et les groupes ethniques, les leaders, les autorités, les organisations et institutions, et leurs rôles et influences dans le conflit. Puis les groupes ont cartographié les structures de pouvoir et les relations entre chaque groupe d'acteurs. Nous avons mené cette activité pour comprendre quels sont les groupes qui s'affrontent, qui serait susceptible d'influencer les résultats des conflits et comment chacun des acteurs peut jouer un rôle dans la résolution des conflits.



- **Causes des conflits :** Les groupes ont ensuite analysé les causes des conflits en utilisant des outils tels que des arbres à problèmes. Ils ont identifié les causes profondes des conflits et les effets de ces causes. Les groupes sont ensuite revenus à leur carte de la zone afin d'y situer ces causes profondes.

Grâce à ce processus, les groupes ont pu :

- Suggérer des mesures possibles de diminution des conflits ;
- Identifier qui pourrait jouer un rôle dans la mise en œuvre de ces actions ;
- Déterminer quelles actions sont faisables en fonction des ressources.

La plupart des recommandations se sont concentrées sur le développement d'infrastructures qui répondraient aux besoins des agriculteurs et des éleveurs ; par exemple, des points d'eau, des couloirs à bétail et des aires de stationnement du bétail. Les participants ont constaté que le point clé serait de trouver des moyens de veiller à ce que les activités de subsistance pastorales et agricoles ne se gênent pas mais au contraire se complètent mutuellement.

*« C'est vraiment bien cet atelier, il n'y a jamais eu des rencontres pareilles unissant les agriculteurs et éleveurs pour discuter et parler de leurs problèmes...Ma formulation est que cet atelier m'a ouvert l'esprit à une réflexion sur la possibilité d'avoir un comité mixte de résolution de conflit »*

Souleymane Abdoulaye Issa, Président de la Fédération d'Éleveurs de Sila

*« Mon souhait premier est qu'il ne faut pas que cet atelier soit le premier ni le dernier. Il faut que Concern pense à élargir cet atelier en invitant d'autres acteurs (agriculteurs et éleveurs)... mais à mon avis, ce qui importe ce sont les échanges... »*

Marioma Mahamat Abdelkerim, Représentant de la Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad et Président du Groupement de maraîchers d'Alboustan

Durant les travaux de groupe, les participants se sont familiarisés avec des outils ERP<sup>51</sup> qu'ils pourront utiliser pour entreprendre des exercices semblables au sein de leurs organisations ou de leurs communautés. Un atelier de suivi axé sur les mesures de réduction des conflits se tiendra en janvier 2018.

7 décembre 2017  
David Traynor, Concern Worldwide Tchad

<sup>51</sup> Évaluation rurale participative.

## ANNEXE 2. Stratégie Nationale de Développement Pastoral (SNDP)

### Axes généraux applicables au niveau national

Axes	Composantes
1. Garantir l'eau destinée à l'abreuvement des troupeaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Mobilisation des eaux de surface (mares naturelles et artificielles).</li> <li>b) Mobilisation des eaux souterraines (puits, forages et stations, etc.).</li> <li>c) Sécurisation de la mobilité pastorale et l'accès à l'eau.</li> <li>d) Promotion de la gestion concertée des acteurs autour des points d'eau.</li> <li>e) Développement des mécanismes de suivi-entretien des ouvrages hydrauliques.</li> </ul>
2. Améliorer le service de soins aux animaux et de conseils aux éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Opérationnalisation des services déconcentrés du Ministère de l'Élevage.</li> <li>b) Promotion de l'installation des opérateurs privés (santé, conseil, formations, etc.).</li> <li>c) Développement des pharmacies vétérinaires au niveau des communautés.</li> </ul>
3. Faciliter l'accès aux services sociaux de base: eau potable, éducation et santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Facilitation de l'accès à l'eau potable.</li> <li>b) Développement des approches adaptées pour l'éducation et formation des pasteurs.</li> <li>c) Facilitation de l'accès des pasteurs aux services de santé.</li> </ul>
4. Développer la production animale et valoriser les produits de l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Promotion de l'installation des usines de production des aliments du bétail (État, privés, etc.).</li> <li>b) Développement des investissements en infrastructures publiques (marchés à bétail, aires d'abattage, abattoirs, infrastructures de transformation des produits animaux).</li> <li>c) Facilitation de l'accès aux financements des initiatives de production et de valorisation des produits d'élevage (activités génératrices de revenus, etc.).</li> </ul>
5. Améliorer la gouvernance de l'exercice du pastoralisme	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Amélioration et diffusion des textes régissant le secteur pastoral.</li> <li>b) Amélioration des systèmes d'informations et d'alerte sur le secteur pastoral.</li> <li>c) Renforcement des capacités techniques et organisationnelles des éleveurs.</li> </ul>

## ANNEXE 3. Principales institutions pastorales aux niveaux local et national

Institution	Service/Direction	Personne à contacter	Poste
Ministère de l'Élevage et des Productions Animales	<i>Direction Générale du Pastoralisme et des Productions Animales</i>	Mbaidingatoloum Fidèle Molélé	Directeur Général
	<i>Direction de l'Aménagement et la Sécurisation des Systèmes Pastoraux</i>	Abdellatif Fizzani Awad	Directeur
	<i>Direction des Organisations des Professionnels de l'Élevage et de la Formation des Éleveurs</i>	Youssef Ali Djokordei	Directeur
	<i>Programme d'Appui Structurant de Développement Pastoral (PASTOR)</i>	Haroun Moussa	Coordonnateur
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	<i>Direction de l'Hydraulique Pastorale</i>	Koré Allafouza	Directeur
		Kanabé Bianbo	Directeur Adjoint
	PROHYPA	Brahim Taha	Coordonnateur
Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation	PAF	Djamal Al-Farouk	Directeur Général
	<i>Système d'Information sur La Sécurité Alimentaire et l'Alerte Précoce au Tchad (SISAAP)</i>	Allamine Allahbo	Base de données
Ministère de l'Enseignement de Base	<i>Direction de la Promotion des Écoles Nomades, Insulaires et Enseignements Spécialisés (DPENIES)</i>	Youssef Abdelkérîm	Directeur
Ministère de la Santé Publique	<i>Programme National pour la Santé des Populations Nomades, Insulaires et des Zones d'Accès Difficile</i>	Youssef Abdelkérîm	Coordonnateur
	CNC	Sana Doumgo Seveia	Point focal au MEPA

<b>Institution (cont.)</b>	<b>Service/Direction (cont.)</b>	<b>Personne à contacter (cont.)</b>	<b>Poste (cont.)</b>
Organisations professionnelles de producteurs	CONFIFET	Bichara Drep	Président
	<i>Confédération Nationale des Organisations des Éleveurs du Tchad (CONORET)</i>	Bichara Drep	Président
	<i>Confédération Nationale des Éleveurs du Tchad (CONFENET)</i>	Mahamat Nour Abdallah	SG
	<i>Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPRRT)</i>	Koliang Palebéle	Président
		Justin Amaktréo	Directeur des programmes
	<i>Association des Femmes Peules et Autochtones du Tchad (AFPAT)</i>	Hindou Oumarou	Présidente
		Aïssatou Oumarou	SG
APESS/RBM	Ahmat Aboufathi Djibrine	Point focal au Tchad	
Société civile	APRODAIT	Madjioudou Louadam Louamaï	Président
	<i>Association de Médiation entre Cultivateurs et Éleveurs au Tchad (AMECET)</i>	Nassinda Beldigam	Président
	<i>Association des Éleveurs Nomades du Tchad (AEN)</i>	Kadjidja Guirsimi	SGA
	<i>Association des Chefs Coutumiers et Traditionnels du Tchad (ACCT)</i>	Ali Mht Mahamoudi	SG
Plateforme Pastorale du Tchad	<i>Agence Française de Développement (AFD)</i>	Anne-Sixtine Vialle	CP
	<i>Délégation de la Coopération -Suisse (DDC)</i>	Mahamat Guihini	CP
	<i>Délégation Union Européenne (UE)</i>	Mahamat Hissein Tchéré	CP

Le Feinstein International Center est un centre de recherches et d'enseignement au sein de la Friedman School of Nutrition Science and Policy à la Tufts University. Notre mission consiste à promouvoir l'utilisation de données probantes et de connaissances dans les réponses politiques et opérationnelles qui visent à protéger et renforcer les vies, les moyens d'existence et la dignité des populations exposées à une crise humanitaire ou affectées par elle.

Twitter: @FeinsteinIntCen

[fic.tufts.edu](http://fic.tufts.edu)

